

GAZ, HYDROGÈNE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'Algérie et l'UE consolident leur partenariat

À l'occasion de la 6^e réunion de haut niveau du dialogue énergétique tenue, avant-hier à Alger, l'Algérie et l'Union européenne (UE) ont réaffirmé leur volonté commune d'intensifier les investissements dans les hydrocarbures, tout en accélérant la coopération dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. Cette rencontre a mis en lumière la complémentarité croissante entre les priorités énergétiques d'Alger et celles de Bruxelles, dans un contexte marqué par les impératifs de sécurité d'approvisionnement et de transition énergétique. P 3



IMPORTATIONS ET DISTRIBUTION DE 10 000 BUS

Les précisions du ministre de l'Intérieur et des Transports

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé, avant-hier à Alger, la réception progressive des 10 000 bus importés, avec le début de leur distribution dans les grandes villes du pays. L'objectif affiché est de renforcer le transport public et d'améliorer la mobilité des citoyens à travers l'ensemble des wilayas.

P 2

AVEC 562,9 MILLIARDS DA DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2025

L'industrie nationale en plein essor

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé, jeudi à Alger, le rôle central du secteur industriel dans le soutien à l'économie nationale et dans la dynamique de diversification des exportations hors hydrocarbures. S'exprimant lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre a dressé un état des lieux détaillé des performances du secteur public industriel et commercial, tout en exposant les réformes engagées pour renforcer sa contribution à la croissance.

P 5

SALON "MÉCANICA ALGÉRIE" À ORAN

Signature de plus de 50 accords de coopération et de partenariat

La première édition du salon « Mécanica Algérie », qui a pris fin, jeudi soir à Oran, s'est conclue par la signature de plus de 50 accords de coopération et de partenariat entre différentes entreprises. Le commissaire du salon, Sofiane Kahil, a indiqué à l'APS, en marge de la cérémonie de clôture marquée par la remise d'attestations aux participants, que 16 accords ont été signés dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, dans le cadre du renforcement du lien entre l'université et l'environnement économique.

P 5

UNIVERSITÉ KASDI MERBAH À OUARGLA

**Signature de sept
conventions de partenariat
avec des sociétés
pétrolières** P 2

ENTRETIENS BILATÉRAUX ÉLARGIS ENTRE
L'ALGÉRIE ET LE BURKINA FASO À
OUAGADOUGOU

**Hydrocarbures, énergies
renouvelables et mines
au menu** P 3

INDUSTRIE AUTOMOBILE

**Le CREA lance
sa commission
de la sous-traitance** P 5

APPROVISIONNEMENT
DU MARCHÉ NATIONAL
EN PRODUITS DE LARGE
CONSUMMATION
DURANT LE RAMADHAN

Le Premier
ministre préside
l'installation du
dispositif de veille

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, la cérémonie d'installation du dispositif de veille chargé du suivi de l'approvisionnement du marché national en produits de large consommation, en prévision du mois sacré de Ramadhan, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique jeudi un communiqué des services du Premier ministre. "Conformément aux instructions de Monsieur le président de la République, émises lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue mardi 10 février 2026, portant sur la nécessité de réunir toutes les conditions à même de permettre aux citoyens de passer le mois de Ramadhan dans la sérénité et la quiétude, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi 11 février 2026, la cérémonie d'installation du dispositif de veille chargé du suivi de l'approvisionnement du marché national en produits de large consommation, en prévision du mois sacré de Ramadhan 2026", précise le communiqué. Ce dispositif "est placé sous l'égide du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, en y associant l'ensemble des secteurs concernés et les services de sécurité", ajoute la même source.

ENTMV
Report de cinq
traversées en
raison du mauvais
temps

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, jeudi dans un communiqué, le report de cinq (5) traversées en raison du mauvais temps annoncé. Il s'agit des traversées Marseille-Alger et Marseille-Oran qui sont ainsi reportées du 14 au 15 février, précise le communiqué. La traversée Oran-Marseille est, quant à elle, reportée du 13 au 15 février, tandis que la traversée Marseille-Skikda est décalée du 15 au 16 février, ajoute la même source. La traversée Skikda-Marseille, prévue initialement le 16 février, est reportée au 17 février, conclut le communiqué.

IMPORTATIONS ET DISTRIBUTION DE 10 000 BUS

Les précisions du ministre
de l'Intérieur et des Transports

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé, avant-hier à Alger, la réception progressive des 10 000 bus importés, avec le début de leur distribution dans les grandes villes du pays. L'objectif affiché est de renforcer le transport public et d'améliorer la mobilité des citoyens à travers l'ensemble des wilayas.

Par Zahir R.

Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre Saïd Sayoud a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des services de transport urbain et de l'allègement de la pression sur les réseaux existants. La première phase de distribution concernera les wilayas d'Alger, Annaba, Bejaïa, Constantine, Oran et Sidi Bel Abbés, avant de s'étendre progressivement pour cibler quatre wilayas de l'Est, quatre autres du Centre et quatre de l'Ouest, jusqu'au parachèvement de la distribution de l'ensemble des bus, prévue avant la fin de mars prochain. Dans le cadre de ce programme national, l'Établissement de développement de l'industrie des véhicules (EDIV), relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale (MDN), a réceptionné jeudi 868 bus au port d'Alger. Ces véhicules, livrés par le partenaire chinois, s'inscrivent dans le cadre du programme présidentiel visant l'importation de 10 000 bus

neufs pour renouveler le parc national de transport de voyageurs. Cette opération se déroule sous la supervision du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'État-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chane-griha. Elle fait suite à la réception d'une première cargaison de 335 bus le 1er février, puis d'une deuxième cargaison de 134 bus, dans le cadre de l'importation de 6 800 bus auprès de partenaires chinois et allemands. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait décidé l'importation de ces 10 000 bus neufs afin de remplacer le parc vétuste et de soutenir le transport public, accompagnée d'une importation massive de pneumatiques pour véhicules. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie globale visant à moderniser le transport public algérien, améliorer le confort et la sécurité des voyageurs, tout en renforçant l'efficacité du service dans toutes les régions du pays. Par ailleurs, le ministre a évoqué les efforts de l'État pour améliorer le transport dans le Grand Sud. Il a insisté sur la volonté de renforcer le réseau et l'interconnexion aérienne,

soulignant l'entrée en service de vols vers des aéroports longtemps fermés, avec un premier vol entre Tiaret et les wilayas du Sud. Concernant le transport maritime des voyageurs, il a rappelé l'ouverture du secteur au privé, tant pour les liaisons inter-wilayas que pour les trajets entre communes côtières, dans le cadre d'un plan visant à relier les villages et communes isolés. Cette ouverture s'inscrit dans le cadre du décret exécutif n°08-57 de 2008, fixant les conditions et modalités de cession et de concession d'exploitation des services de transport maritime. À ce titre, des autorisations préliminaires ont été accordées à plusieurs opérateurs privés. Par ailleurs, des négociations sont en cours avec l'entreprise omanaise Asyad pour la création d'une joint-venture algéro-omanaise dans le domaine du transport maritime, profitant de l'expertise reconnue de la partie omanaise. Le ministre a ajouté que son département a mis en place une commission ministérielle chargée d'examiner les dossiers des différents opérateurs, afin de faciliter et d'encadrer les investissements privés dans le secteur.

UNIVERSITÉ KASDI MERBAH À OUARGLA

Signature de sept conventions de partenariat
avec des sociétés pétrolières

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Beddari, a présidé jeudi soir à Ouargla, une cérémonie de signature de sept (7) conventions de partenariat entre l'université Kasdi Merbah et des entreprises de l'industrie pétrolière et gazière opérant dans la région. Retenus dans le cadre de l'ouverture de cet établissement sur son environnement économique, ces accords ont été paraphés avec l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), l'Entreprise nationale de fo-

rage (ENAFOR), l'Entreprise nationale de géophysique (ONAGEO), l'Entreprise nationale de services aux puits (ENSP), Baker Hughes, TotalEnergies Algérie et SLB (Schlumberger). Ils visent à consolider la formation pratique et à promouvoir la recherche scientifique, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la production industrielle, en réponse aux exigences du marché du travail, a-t-on indiqué lors de cette cérémonie. M. Beddari a, à cette occasion, souligné que "la signature de ces conventions té-

moigne du rôle important de l'université d'Ouargla, qui exerce une influence significative sur son environnement grâce aux efforts de son personnel et à l'engagement de ses étudiants". Il s'agit, a-t-il précisé, d'une transformation d'un établissement de formation en une institution ouverte aux évolutions actuelles, notamment face à l'essor considérable de la numérisation, de l'entrepreneuriat et de l'innovation, ainsi qu'à sa contribution au développement économique du pays. Au terme de sa visite, le ministre a lancé une plateforme numé-

rique de la qualité visant à renforcer les mécanismes d'évaluation et à améliorer les performances de l'université, avant de distinguer les diplômés de la 5e promotion de la Faculté de médecine. Il a, par ailleurs, présidé une rencontre avec des membres de la famille universitaire, au cours de laquelle il a écouté leurs préoccupations et réaffirmé l'engagement de son département ministériel à soutenir l'université et à rehausser la qualité de l'enseignement et de la recherche scientifique.

R E

FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement à Alger de la première édition du Hackathon national

La première édition du Hackathon national de la formation professionnelle a été lancée, jeudi, au Centre sportif féminin de Ben Aknoun (Alger), avec la participation de 41 équipes représentant 37 wilayas, qui concourront dans plusieurs domaines, dont l'intelligence artificielle, la cybersécurité et les énergies renouvelables, indique un communiqué du ministère. La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, a donné le coup d'envoi de cet événement, qui s'inscrit dans la stratégie du secteur visant à an-

crer la culture de l'innovation et à renforcer l'esprit d'initiatives chez les jeunes, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur du soutien aux projets innovants, notamment dans les domaines de la numérisation et des technologies modernes. "Ce Hackathon enregistre une large participation, avec 447 inscrits et la sélection de 200 candidats répartis en 41 équipes représentant 37 wilayas pour concourir dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'industrie 4.0, les énergies renouvelables, le déve-

loppement web et l'audiovisuel, encadrés par des formateurs spécialisés", précise le communiqué. Les activités du Hackathon s'achèveront samedi prochain (14 février) par la présentation des projets et la remise des prix aux meilleures solutions innovantes, dans une démarche "reflétant l'engagement du secteur à transformer les idées des stagiaires en projets concrets, en phase avec les exigences de l'économie numérique et renforçant la place de la formation professionnelle dans le processus de développement national", conclut le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GAZ, HYDROGÈNE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

L’Algérie et l’UE consolident leur partenariat

À l’occasion de la 6e réunion de haut niveau du dialogue énergétique tenue, avant-hier à Alger, l’Algérie et l’Union européenne (UE) ont réaffirmé leur volonté commune d’intensifier les investissements dans les hydrocarbures, tout en accélérant la coopération dans les énergies renouvelables et l’hydrogène vert. Cette rencontre a mis en lumière la complémentarité croissante entre les priorités énergétiques d’Alger et celles de Bruxelles, dans un contexte marqué par les impératifs de sécurité d’approvisionnement et de transition énergétique.

Par Selma Rachid

La réunion, coprésidée par le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et le commissaire européen à l’Énergie et au Logement, Dan Jørgensen, a été qualifiée de « réussie » par les deux parties. Au terme des travaux, Alger et Bruxelles ont affiché une ambition commune : bâtir un partenariat énergétique élargi, combinant sécurité d’approvisionnement, compétitivité économique et transition vers une énergie plus propre. Entre consolidation du rôle gazier historique et montée en puissance des renouvelables et de l’hydrogène vert, l’Algérie entend ainsi se positionner comme un fournisseur global d’énergie durable, au cœur de la nouvelle architecture énergétique euro-méditerranéenne.

Dans une déclaration conjointe à la presse, Mohamed Arkab a souligné l’engagement de l’Algérie à maintenir son rôle de principal fournisseur fiable de gaz naturel au marché européen, dans le cadre d’un partenariat « fondé sur la confiance, le respect mutuel et l’équilibre des intérêts ». Il a précisé que les discussions ont porté sur le développement des investissements dans l’exploration, la production et les infrastructures gazières,

afin de garantir la durabilité des approvisionnements et de renforcer la sécurité énergétique européenne. Pour Alger, il s’agit également de conforter sa position d’acteur central sur le marché gazier régional et international, à l’heure où l’Europe cherche à diversifier et sécuriser ses sources d’énergie. Dans le même esprit, le commissaire européen a rappelé que l’Algérie demeure, « depuis des décennies, un partenaire très important dans le domaine du gaz », soulignant la solidité d’une relation appelée à s’élargir à de nouveaux segments énergétiques.

Au-delà des hydrocarbures, les échanges ont accordé une place centrale à la transition énergétique. Mourad Adjal a mis en avant les projets structurants entre les deux rives de la Méditerranée, notamment l’interconnexion électrique et le développement de l’hydrogène vert. Il a rappelé que l’Algérie a lancé un programme ambitieux de production d’électricité à partir de sources renouvelables, avec 4.000 mégawatts en cours de réalisation, inscrits dans un plan global visant 15.000 mégawatts à l’horizon 2035. Cette dynamique devrait propulser le pays parmi les leaders africains du secteur. Pour l’UE, le potentiel solaire et éolien considérable de l’Algérie constitue un atout stratégique dans le cadre du processus de transition énergétique européen. La coopération

en matière de production d’hydrogène vert et d’électricité renouvelable offre, selon la partie européenne, « de nombreux avantages » et ouvre la voie à une intégration énergétique plus poussée entre les deux rives.

Enfin, la question environnementale a occupé une place centrale dans les discussions. L’Algérie a réaffirmé son engagement à réduire les émissions de méthane et l’empreinte carbone de la chaîne de valeur des hydrocarbures, à travers des programmes destinés à améliorer la performance environnementale du secteur. Dans cette perspective, il a été convenu de créer plusieurs groupes de travail associant des entreprises européennes, dont un groupe technique de haut niveau chargé d’examiner les modalités de réduction de l’empreinte carbone dans la production pétrolière et gazière. Les responsables algériens ont toutefois insisté sur la nécessité d’un dialogue « approfondi, équilibré et pragmatique » concernant l’adaptation aux nouvelles réglementations européennes en matière d’émissions. Une transition réussie, ont-ils souligné, suppose des technologies performantes, des investissements conséquents et un calendrier réaliste, tenant compte des spécificités des pays producteurs et préservant les intérêts communs.

ENTRETIENS BILATÉRAUX ÉLARGIS ENTRE L'ALGÉRIE ET LE BURKINA FASO À OUAGADOUGOU

Hydrocarbures, énergies renouvelables et mines au menu

Par Selma R.

En visite de travail au Burkina Faso, le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, accompagné du ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a tenu à Ouagadougou des entretiens bilatéraux élargis avec le ministre burkinabè de l’Énergie, des Mines et des Carrières, Yacouba ZabréGouba. La rencontre s’est déroulée en présence des responsables de plusieurs entreprises publiques algériennes, dont le PDG du groupe Sonatrach, Nouredine Daoudi, et celui de Naftal, Djamel Chardoud, ainsi que de représentants du groupe Sonelgaz. Ces échanges s’inscrivent dans la volonté des deux pays de dynamiser leur coopération, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur du renforcement des partenariats africains et de la coopération Sud-Sud. Alger et Ouagadougou ont affirmé leur détermination à mettre en place des mécanismes conjoints de suivi afin d’assurer la concrétisation des projets communs dans les secteurs des hydrocarbures, de l’électricité, des énergies renouvelables, des mines et de l’industrie, traduisant une volonté commune de bâtir un partenariat durable au service du développement économique et de l’intégration régionale.

Au cœur des discussions, le secteur des hydrocarbures a occupé une place centrale. Les deux parties ont examiné les perspectives d’approvisionnement du Burkina Faso en produits pétroliers raffinés et les moyens de renforcer la coopération entre Sonatrach et la Société nationale burkinabè des hydrocarbures (SONABHY), notamment à travers l’optimisation des chaînes logistiques, le développement des capacités de stockage et de distribution, et le renforcement de la sécurité d’approvisionnement. La création d’un centre de remplissage de bouteilles de gaz butane, avec fourniture des équipements et programmes de formation spécialisés, a également été évoquée, tout comme l’accompagnement d’Alger sur l’ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, y compris sur les plans réglementaire et institutionnel.

Les échanges ont également porté sur l’électricité et énergies renouvelables. Les deux délégations ont exploré les opportunités de coopération entre le groupe Sonelgaz et la Société nationale d’électricité du Burkina (SONABEL), avec un accent sur l’augmentation des capacités de production, le développement et la modernisation des réseaux, la maintenance des installations, la fourniture d’équipements, ainsi que l’appui aux programmes d’électrification rurale et à la mise en place de mini-réseaux. L’intégration des énergies renouve-

lables, le solaire et l’efficacité énergétique ont été identifiés comme des axes prioritaires, avec un engagement de la partie algérienne à partager son expertise technique et son savoir-faire en ingénierie. Dans le secteur minier, les deux pays ont convenu de renforcer leur coopération en matière d’exploitation et de transformation des ressources naturelles, à travers l’échange d’expériences, le transfert de technologies et la formation, afin de générer une valeur ajoutée et soutenir le développement économique. Le volet industriel a également été abordé, notamment l’accompagnement de l’Algérie dans le développement de l’industrie cimentière du Burkina Faso, par l’approvisionnement en ciment ou en clinker et la réalisation de projets structurants ou de solutions rapides pour répondre aux besoins urgents liés aux infrastructures et à la construction, en s’appuyant sur l’expertise du groupe GICA.

Enfin, les deux parties ont mis l’accent sur la formation et le renforcement des capacités humaines. Les instituts algériens spécialisés dans les hydrocarbures, l’énergie et les mines pourraient accueillir des cadres et techniciens burkinabè dans le cadre de programmes dédiés, contribuant ainsi à la montée en compétence des ressources humaines et au renforcement des capacités institutionnelles du pays.

TRAVAUX PUBLICS

De vastes programmes de maintenance du réseau routier pour renforcer la sécurité du transport

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a affirmé, jeudi à Alger, l’importance accordée par les pouvoirs publics à la maintenance du réseau routier et à la préservation des investissements publics réalisés, à travers des programmes réguliers de planification et de maintenance préventive visant à la viabilité des infrastructures de base et la sécurité du transport.

Lors d’une séance plénière à l’APN, consacrée aux questions orales et présidée par Fakhour Ibrahim, vice-président de l’APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Djellaoui a souligné qu’un budget de plus de 158 milliards DA, alloué entre 2023 et 2025, a permis d’assurer la maintenance de 5600 km de routes nationales et de wilaya et la réparation de plusieurs tronçons de l’autoroute est-ouest.

Il a ajouté que les travaux de maintenance de 1800 km de routes nationales et de wilaya sont toujours en cours, soulignant qu’une enveloppe financière de l’ordre de 125 milliards DA a été allouée au titre de l’année 2026 à la réalisation des travaux de renforcement de 51 km de l’autoroute est-ouest, en sus du renforcement et du revêtement de 2200 km de routes nationales et de wilaya. Le programme 2026 prévoit également l’élimination de 29 points noirs, afin de réduire les risques d’accidents de la circulation, outre la repeinture des marquages routiers sur 31000 km de routes nationales, et le remplacement de 2832 mètres de joints de dilatation sur les différents ouvrages d’art.

Par ailleurs, des ponts-bascules ont été acquis pour contrôler la charge des poids lourds et lutter ainsi contre la surcharge, qui cause d’importants dégâts aux routes, a ajouté M. Djellaoui, qui a également révélé le lancement d’un projet pilote sur le tronçon de Djebahia (wilaya de Bouira) de l’autoroute Est-Ouest, dans le cadre duquel la société Cosider utilisera du ciment au lieu de l’asphalte pour les travaux d’entretien. Concernant la qualification de la ressource humaine, le ministre a rappelé que l’Institut technique des travaux publics et de la recherche ouvrira prochainement dans la wilaya d’Aïn Defla, cet établissement sera placé sous la tutelle de l’Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP), ainsi que le soutien apporté à l’Ecole des métiers des travaux publics (EMTP) de Djelfa, afin de renforcer les mécanismes de contrôle et de suivi. Par ailleurs, M. Djellaoui a évoqué les efforts de son département ministériel pour développer le réseau routier dans les wilayas de M’Sila et de Tébessa, ainsi que le reclassement de certaines routes communales dans la wilaya de Djelfa, et la suppression des points noirs de la circulation dans la wilaya d’Oran.

R E

84^e SESSION DU CLUB DE PRESSE D'OOREDOO

La ville intelligente et la 5G en débat à Alger

La ville intelligente et son déploiement à l'ère de la 5G ont été au cœur de la 84e session du Club de presse d'Ooredoo, organisée jeudi à Alger par l'opérateur de téléphonie mobile, en présence d'experts et de journalistes. Placée sous le thème de "la 5G, l'internet des objets (IoT) et les Smart Cities" et des nouveaux usages rendus possibles par cette technologie, la rencontre avec les médias "a offert une plateforme d'échanges privilégiée pour les journalistes en mettant en exergue le rôle structurant des infrastructures télécoms de nouvelle génération dans l'édification de villes intelligentes, durables et résilientes", a indiqué un communiqué de cet opérateur.

Lors de cette session, M. Abdelmoumen Benmesbah, chercheur et expert en technologies, a livré une présentation "sur les fondements conceptuels et opérationnels des Smart Cities".

Il a, notamment détaillé, les leviers technologiques qui soutiennent la ville intelligente à savoir la connectivité très haut débit, l'IoT, les plateformes de gestion intelligente des données, l'intelligence artificielle et la cybersécurité, soulignant "l'importance cruciale des réseaux 5G comme socle de cette nouvelle ère urbaine".

Selon la même source, M. Benmesbah a pris pour exemple la nouvelle Smart City de Guenzet (Sétif), "un projet pionnier à l'échelle nationale qui s'appuie sur les capacités avancées de la 5G de Ooredoo pour assurer une connectivité ubiquitaire et fiable des équipements intelligents". A travers ces cas d'usage concrets, M. Ali Djallal Fatnassi, responsable chez Ooredoo, a illustré comment la 5G "permet d'orchestrer en temps réel des services urbains à haute criticité".

Par cette initiative, Ooredoo réaffirme "son engagement à jouer un rôle moteur dans l'émergence de villes plus intelligentes, plus inclusives et plus durables, où la technologie devient un levier concret de progrès économique, social et environnemental".

PALAIS DES EXPOSITIONS Ouverture de la 6^e édition du Ramadhan au Palais

La 6e édition de l'exposition commerciale "Ramadhan au Palais" s'est ouverte, jeudi, au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, et se poursuivra jusqu'au 14 mars prochain. Organisé par Algeria exhibitions, filiale du groupe Safex, au pavillon Casbah, cet événement offre un large espace commercial permettant l'exposition et la commercialisation de divers produits à des prix accessibles, notamment ceux très demandés durant le mois de Ramadhan. Cette nouvelle édition du Ramadhan au Palais, qui ouvre ses portes quotidiennement de 10h à 17h, propose des produits divers et variés tels que les

LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS L'A SOULIGNÉ DEPUIS SÉTIF

«2026 sera l'année de l'exportation par excellence»

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations, M. Kamel Rezig, a supervisé jeudi à Sétif le coup d'envoi de quatre opérations d'exportation de produits d'emballage et appareils électroménagers vers nombre de pays africains et européens. Il s'agit d'une cargaison de produits d'emballage aseptisés pour pâtes alimentaires de la société Agro-film destinés à la Tunisie et la Mauritanie, d'une autre cargaison de produits d'emballage de la société Bia-axial destinés à la Tunisie, l'Espagne et la Hollande et de deux cargaisons d'appareils électroménagers de la société Condor et de la société Saterex du groupe Iris vers la Tunisie et la Mauritanie. En marge du coup d'envoi de ces cargaisons depuis la zone industrielle de Sétif, le ministre a considéré que « l'Algérie exporte aujourd'hui des produits à forte va-

leur ajoutée satisfaisant aux normes de qualité requises sur les marchés extérieurs», soulignant que «l'opération reflète la diversité croissante des produits algériens destinés à l'exportation particulièrement dans le domaine des industries de transformation». Il a également relevé que «plusieurs entreprises nationales développent aujourd'hui des marques et des produits capables de concurrencer des produits qui étaient jusque-là importés», considérant que « 2026 sera l'année de l'exportation par excellence en concrétisation des objectifs fixés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dans le domaine des exportations et leur diversification». Auparavant, le ministre a présidé au palais des expositions «El Maabouba» l'ouverture du salon national des ustensiles, de l'électroménager et du plastique qui connaît la participation de 60

opérateurs économiques et producteurs du domaine. Après avoir écouté les préoccupations des exposants, M. Rezig a souligné que ce salon constitue un espace de rencontre entre producteurs et exportateurs en vue de «faciliter aux entreprises nationales l'accès aux marchés extérieurs», indiquant que «plusieurs marques algériennes sont effectivement parvenues à pénétrer les marchés européens et africains, reflétant ainsi le niveau compétitif mondial atteint par la production nationale». Dans le même contexte, le ministre a ajouté que certaines entreprises qui enregistraient des taux d'intégration entre 10 et 20 % ont augmenté aujourd'hui ces taux à 40 et 60 %, estimant que cela «se répercute positivement sur la réduction de la facture des importations».

R E.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Ouverture de 3 nouveaux centres de développement de compétences à l'échelle nationale avant fin 2026

Trois nouveaux centres de développement de compétences (Skills center) relevant d'Algérie Télécom seront ouverts à l'échelle nationale "avant la fin de l'année en cours 2026", a révélé jeudi à Sétif la conseillère du Président-directeur général de cette entreprise, chargée des partenariats et des centres de compétences, Mme. Amina Dahdouh. Dans une déclaration à l'APS en marge de l'ouverture d'un atelier de formation interactif sur la cybersécurité organisé au Centre de développement des compétences au centre-ville de Sétif, à l'initiative d'Algérie télécom en partenariat avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) au profit de plus de 200 jeunes, elle a précisé que ces centres sont répartis sur l'Ouest, l'Est et le Sud du pays (un centre dans chaque région). Les jeunes bénéficiaires dans la cadre de cette initiative (plus de 200 jeunes) sont issus de clubs scientifiques universitaires, porteurs de projets innovants et acteurs du mouvement associatif, a-t-elle indiqué, précisant que l'opération a été initiée dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat conclue entre le CSJ et le Centre de développement de compétences de Sétif. Mme Dahdouh a également indiqué que les procédures relatives à l'ouverture de ces centres sont à un stade avancé, soulignant "qu'ils seront mis en service avant la fin de l'année en cours", alors qu'un quatrième centre est prévu à Alger et se trouve actuellement en phase d'étude. Selon la même responsable, "des efforts sont également en cours pour élargir le champ d'action des deux centres de compétences de Sétif et

d'Annaba au profit des jeunes des wilayas limitrophes". Elle a par ailleurs évoqué plusieurs projets de partenariat entre Algérie Télécom et divers secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation nationale ainsi que la formation et l'enseignement professionnels, visant à développer les compétences numériques de leurs affiliés et à assurer leur formation à titre gracieux par des encadreurs spécialisés dans les centres de Sétif et d'Annaba, en attendant l'ouverture des autres centres. Outre l'atelier de formation encadré par le directeur du Centre de développement des compé-

tences d'Algérie Télécom de Sétif, Hamza Bencheli, intitulé "Introduction à la cybersécurité", au cours duquel des explications ont été fournies sur la protection des données numériques personnelles et professionnelles ainsi que des réseaux d'entreprises contre diverses pratiques criminelles et menaces, le journaliste Youcef Zaghba est intervenu pour présenter des exemples de réussite de certaines personnalités algériennes et saluer l'existence de tels centres de développement de compétences en Algérie.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Février 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	95	68	الطماطم	
	Oignon sec	74	82	66	البصل الجاف	
	Ail sec	914	1011	816	الثوم الجاف	
	Carotte	89	100	78	الجزر	
	Navet	103	116	91	اللفت	
	Choux fleur	84	93	74	قرنبيط	
	Choux	84	96	73	الكرنب	
	Courgette	124	139	110	الكوسة	
	Haricot vert	370	399	341	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	153	167	138	الخس	
Fruits frais	Mandarine	190	224	155	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	153	192	115	البرتقال	
	Citron	148	171	125	الليمون	
	Pomme locale	400	479	320	التفاح المحلي	
	Datte	515	647	383	التمر	
	Banane	488	511	465	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1918	2061	1776	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	382	397	367	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	1,88	-15,96	6,09	10,14	6636	2 289 420,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	-0,20	-0,78	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2290,00	-0,22	-0,29	1,00	10,92	5,46	2155	4 934 950,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,55	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,10	3,97	5,00	0	0,00

Agence

AVEC 562,9 MILLIARDS DA DE CHIFFRE D’AFFAIRES EN 2025

L’industrie nationale en plein essor

Le ministre de l’Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé, jeudi à Alger, le rôle central du secteur industriel dans le soutien à l’économie nationale et dans la dynamique de diversification des exportations hors hydrocarbures. S’exprimant lors d’une séance plénière à l’Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre a dressé un état des lieux détaillé des performances du secteur public industriel et commercial, tout en exposant les réformes engagées pour renforcer sa contribution à la croissance.

Par Réda Hadi

Dans son intervention, M. Bachir a mis en avant les résultats enregistrés par le secteur public industriel et commercial, qu’il a qualifié de « pilier essentiel de l’économie nationale ». Selon les chiffres communiqués, le chiffre d’affaires global du secteur a atteint, au titre de l’année écoulée, près de 562,9 milliards de dinars. Les exportations, quant à elles, ont dépassé 3,38 milliards de dinars, illustrant, selon le ministre, « la montée en puissance progressive des capacités productives nationales et leur orientation vers les marchés extérieurs ».

Le ministre a souligné que ces performances interviennent dans un contexte de transformation structurelle visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à promouvoir une base industrielle diversifiée et compétitive. Le secteur industriel public, qui emploie près de 101 000 travailleurs, constitue à ce titre un levier majeur pour la création de valeur ajoutée et d’emplois durables.

Afin de consolider cette dynamique, le département de l’Industrie a engagé une série de réformes structurelles et organisationnelles. Celles-ci concernent notamment la restructuration des entreprises publiques économiques industrielles, désormais organisées au sein de huit sociétés holdings industrielles et de deux groupes industriels, en plus de participations majori-

taires et minoritaires dans diverses entités. Cette nouvelle architecture vise à améliorer la gouvernance, à rationaliser la gestion et à renforcer la performance économique des entreprises concernées.

Un volet important de l’intervention du ministre a été consacré aux unités industrielles récupérées dans le cadre de la lutte contre la corruption. Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les actifs et biens de 92 unités de production, ayant fait l’objet de confiscations en vertu de jugements définitifs, ont été transférés au portefeuille du secteur public industriel et commercial. Sur ces 92 unités, 62 ont déjà repris leurs activités au cours des années 2024 et 2025, a précisé M. Bachir. Vingt-deux autres unités devraient être relancées au cours de l’année en cours, tandis que huit unités supplémentaires sont programmées pour une remise en exploitation à l’horizon 2027. Cette opération de récupération et de relance vise à préserver l’outil de production national, à sauvegarder les emplois et à réintégrer ces capacités dans le circuit économique formel.

Abordant le dossier du secteur automobile, le ministre a rappelé les mesures prises par les pouvoirs publics pour réorganiser et relancer cette filière stratégique. Il a notamment évoqué l’autorisation accordée aux citoyens d’importer des véhicules touristiques de moins de trois ans, une mesure destinée à répondre aux besoins du mar-

ché tout en encadrant les flux d’importation.

Concernant la construction automobile et la fabrication de poids lourds, M. Bachir a indiqué que l’agrément a été accordé à 16 constructeurs. Ces autorisations couvrent plusieurs segments, allant de la fabrication de motos et de matériel agricole à la production de camions et de tracteurs. Dans ce cadre, l’entreprise « Stellantis Production Algérie » a obtenu l’agrément pour la fabrication de véhicules de la marque « Fiat », marquant une étape importante dans la relance d’une production automobile locale structurée.

Par ailleurs, deux licences préalables ont été octroyées à la société algéro-chinoise pour la fabrication de la marque « Chery » et à « Hyundai Motors Manufacturing Algeria » pour la production de la marque « Hyundai ». Ces projets restent conditionnés à l’obtention d’un foncier industriel adéquat, préalable indispensable à la concrétisation des investissements et à l’octroi des agréments définitifs. Le ministre a également annoncé que deux autres sociétés seront rendues publiques dès l’achèvement des procédures liées à leurs licences préalables. À travers ces annonces, le ministre de l’Industrie a réaffirmé la volonté des pouvoirs publics de bâtir une industrie nationale solide, compétitive et orientée vers l’exportation, capable de jouer un rôle moteur dans la transformation structurelle de l’économie algérienne.

SALON "MÉCHANICA ALGÉRIE" À ORAN

Signature de plus de 50 accords de coopération et de partenariat

La première édition du salon « Méchanica Algérie », qui a pris fin, jeudi soir à Oran, s’est conclue par la signature de plus de 50 accords de coopération et de partenariat entre différentes entreprises. Le commissaire du salon, Sofiane Kahil, a indiqué à l’APS, en marge de la cérémonie de clôture marquée par la remise d’attestations aux participants, que 16 accords ont été signés dans le secteur de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique, dans le cadre du renforcement du lien entre l’université et l’environnement économique. Environ 35 autres accords ont réuni des opérateurs économiques privés, des constructeurs automobiles et des fabricants de pièces de rechange, dont quatre conclus par la société « Stellantis » pour la production des véhicules « Fiat » avec des sous-traitants spécialisés dans les équipements et pièces automobiles.

Il a précisé que ces accords constituant l’aboutissement de rencontres professionnelles et de séances de travail ayant rassemblé les différents acteurs de l’industrie mécanique, notamment des organismes officiels tels que l’Agence algérienne de promo-

tion de l’investissement et le ministère de l’Industrie, représenté par la direction des industries mécaniques, ainsi que des industriels et des opérateurs de la sous-traitance. M. Kahil a qualifié cette première édition de réussite, au regard de la participation d’exposants représentant des marques industrielles internationales et des producteurs de pièces de rechange aux niveaux national et international, ainsi que de la présence de l’université algérienne, qui a apporté une dimension scientifique et technique aux débats.

Il a également souligné que la manifestation a constitué un espace d’échange pour exposer les préoccupations et examiner les moyens d’y remédier, avec un accent particulier sur le développement de la sous-traitance nationale et l’augmentation du taux d’intégration locale, afin de concrétiser des projets en cours d’étude et d’ouvrir de nouvelles perspectives d’investissement dans les industries mécaniques et automobiles. De son côté, le directeur de la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat Ouest, Rachid Bekhechi, a affirmé que ce salon a permis l’organisation de nom-

breuses rencontres B2B ayant abouti, pour certaines, à la signature d’accords, tandis que d’autres devraient déboucher prochainement sur de nouveaux partenariats. Cet événement économique, organisé sur trois jours par l’agence « Eventrade », s’est tenu sous le patronage du ministère de l’Industrie, en partenariat avec l’Agence algérienne de promotion de l’investissement, le Conseil du renouveau économique algérien et la Bourse de la sous-traitance et du partenariat Ouest. Il a réuni plus de 100 exposants nationaux et étrangers représentant les différentes composantes de l’écosystème de l’industrie automobile (constructeurs, équipementiers, sous-traitants), ainsi que des établissements financiers et des structures d’appui à l’investissement et à la production.

Le salon a également été marqué par l’organisation de panels et d’ateliers spécialisés consacrés à l’intégration locale, au développement de la sous-traitance, aux perspectives de l’industrie des pièces de rechange et aux services après-vente, avec la participation d’experts nationaux et internationaux.

APS

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le CREA lance sa commission de la sous-traitance

Par Z R.

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) renforce sa structuration par la création d’une « Commission de la sous-traitance du secteur des véhicules ». L’annonce a été faite, avant-hier, en marge de la clôture de la 1ère édition du Salon international de l’industrie automobile et de la sous-traitance « Mecanika Algérie », tenue du 10 au 12 février à Oran. Cette commission, qui se veut un moteur essentiel du développement de cette filière stratégique, sera présidée par Ali Maamri. En effet, cette nomination s’inscrit dans une dynamique visant à structurer et développer un écosystème industriel automobile performant, fondé sur l’élargissement de la base de sous-traitance nationale et l’augmentation progressive des taux d’intégration.

À cette occasion, M. Maamri a souligné que cette mission constitue un engagement concret au service de l’industrie nationale, avec pour objectif de passer d’un modèle d’assemblage à un modèle de fabrication et de production locale.

Ali Maamri, président de la commission

Vision stratégique : Un véhicule algérien, des composants algériens, des compétences algériennes et une fabrication dans des usines algériennes. L’ambition affichée dépasse la simple couverture des besoins du marché national : il s’agit de construire une industrie compétitive, créatrice de valeur ajoutée et d’emplois durables. « L’Algérie dispose des compétences, des capacités et de la volonté. Notre devoir est de transformer ce potentiel en réalisations concrètes », a-t-il conclu. Ensemble vers une industrie automobile algérienne forte et souveraine.

Selon un communiqué du CREA, cette commission a pour objectif de rassembler les opérateurs économiques sous l’égide du Conseil afin d’unifier les efforts et de favoriser l’échange d’expertises. Elle jouera un rôle central en tant qu’interface stratégique avec les pouvoirs publics à travers : « la formulation de propositions concrètes pour améliorer l’environnement de l’investissement dans le secteur des véhicules ; le renforcement de l’intégration entre les sous-traitants locaux et les constructeurs et l’accompagnement des entreprises dans le processus d’augmentation du taux d’intégration industrielle ». Le salon a mis en évidence une dynamique encourageante, le CREA ayant constaté avec satisfaction la présence de nombreuses entreprises ayant réussi leur transition d’une activité d’importation vers la fabrication effective de pièces de rechange. « Cette évolution confirme la pertinence de la stratégie du Conseil, qui vise à inciter les opérateurs à créer de la valeur ajoutée nationale et à contribuer à l’édification d’une industrie automobile solide et durable », précise la même source.

En clôture des travaux, plusieurs contrats de partenariat ont été signés entre des constructeurs automobiles et des opérateurs algériens. Ces accords matérialisent le lancement effectif de projets de sous-traitance concrets, destinés à renforcer la position de l’Algérie en tant que pôle industriel prometteur dans la région.

ORAN

Mise en service
de 10 nouveaux
transformateurs
électriques

La Direction de distribution d'Es-Senia de la société Sonelgaz (wilaya d'Oran) a procédé à la mise en service de 10 nouveaux transformateurs électriques d'une puissance de 400 kVA chacun, dans le but d'améliorer la qualité de l'alimentation en énergie électrique à l'approche du mois de Ramadhan, a indiqué, jeudi, un communiqué de la direction. La même source précise que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme arrêté pour le renforcement des installations électriques et l'augmentation de leurs capacités, notamment pendant les périodes marquées par une augmentation de la demande en énergie. Outre le renforcement des transformateurs, plus de 20 km de nouveaux réseaux électriques ont été réalisés et rénovés à travers différents quartiers pertinents du périmètre de compétence. Concernant les travaux de maintenance, le communiqué indique que les équipes techniques de l'électricité ont procédé à l'entretien de 263 km de réseaux moyenne tension et de 213 km de réseaux basse tension, ainsi qu'à la maintenance de 236 transformateurs électriques, afin d'en offrir la disponibilité et de garantir la satisfaction des besoins des citoyens, particulièrement pendant le mois sacré de Ramadhan, qui connaissent habituellement une augmentation de la consommation. S'agissant des réseaux de gaz, les subdivisions techniques ont renouvelé 5 km de réseaux et supervisé des opérations d'inspection et de contrôle complet de l'ensemble des vannes de gaz, dans le cadre du renforcement des normes de sécurité et de prévention. La Direction de distribution d'Es-Senia a également mis en place un programme intensif de sensibilisation au profit de ses clients sur les dangers liés à la mauvaise utilisation du gaz. Ce programme cible les mosquées, les écoles coraniques, ainsi que les établissements d'enseignement, les centres de formation et les centres d'alphabétisation, en plus de l'organisation de campagnes de porte-à-porte afin de diffuser les consignes de prévention à l'ensemble des usagers.

SIDI BEL-ABBES

Présentation d'expériences nationales
réussies en entrepreneuriat

Des expériences réussies dans la concrétisation de projets innovants, grâce au soutien de l'Etat à travers les programmes de financement, d'accompagnement et de formation, ont été mises en lumière lors de la rencontre « Algeria Disrupt » dédiée à l'innovation et aux startups des wilayas de l'Ouest algérien. L'événement s'est tenu jeudi soir à l'Université « Djillali Liabès » de Sidi Bel-Abbes, sous la supervision du ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah.

Lors des présentations faites par des entrepreneurs à la clôture de la manifestation, les participants ont souligné que les avantages accordés par l'Etat à travers les différents dispositifs, tels que les microcrédits, les programmes de soutien à l'entrepreneuriat, l'accompagnement technique et les incubateurs d'entreprises, ont contribué à transformer leurs idées en projets concrets capables de concurrencer sur le marché local. Dans ce cadre, Hadjer Tatiat a présenté son expérience dans la création d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de jouets et de jeux éducatifs, expliquant comment les programmes de formation et d'appui lui ont permis de développer des produits pédagogiques innovants et de transformer son idée en un projet industriel visant à renforcer la production locale. De son côté, Ahmed Dahou Ali a exposé son expérience dans le domaine des plateformes numériques, indiquant que l'accom-

pagnement technique, la formation spécialisée et les opportunités de mise en relation avec des investisseurs via les programmes d'accélération ont été des facteurs déterminants dans le développement de son projet et la réalisation d'une croissance tangible. Pour sa part, Lakhdar Mohamed Rabie a présenté son expérience dans la création d'une entreprise industrielle de batteries automobiles, affirmant que les dispositifs de soutien et de financement disponibles, ainsi que l'orientation en matière de qualité et de production, ont constitué un levier pour développer son projet et élargir ses capacités de production. Les participants ont souligné que ces expériences reflètent les efforts de l'Etat pour soutenir l'entrepreneuriat et offrir un environnement favorable aux jeunes afin de concrétiser leurs projets, à travers la simplification des procédures, l'accès au financement et l'accompagnement technique, renforçant ainsi leur intégration dans l'écono-

mie formelle et la création d'entreprises productives. En marge de la rencontre, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises a visité l'exposition des projets innovants organisée à cette occasion, où il a reçu des explications de la part des porteurs de projets, insistant sur l'importance de soutenir de telles initiatives qui reflètent le potentiel des jeunes en matière d'innovation et de solutions locales. A cette occasion, M. Ouadah a indiqué que l'organisation d'une exposition de projets innovants au sein de l'université s'inscrit dans le cadre de l'activation du rôle des établissements universitaires en tant que plateformes de créativité et d'innovation, appelant à renforcer la complémentarité entre la recherche scientifique et l'entrepreneuriat, afin de faire de l'université un moteur de l'économie nationale fondée sur le savoir.

APS

AÏN TEMOUCHENT

Plus de 10 milliards DA répartis aux projets
des programmes sectoriels

La wilaya d'Aïn Temouchent a retenu d'une autorisation de programme estimée à 10,19 milliards de dinars pour la prise en charge des programmes sectoriels au titre de l'année en cours, a annoncé, jeudi, le wali Mabrouk Ouled Abdennebi. Le même responsable a souligné, lors de la réunion du conseil exécutif de wilaya, l'importance de ces crédits financiers qui devraient apporter

une valeur ajoutée tangible à la dynamique de développement local. A cette occasion, le wali a instruit les directeurs exécutifs des différents secteurs d'entamer immédiatement les procédures techniques liées à l'élaboration des études et des cahiers des charges, ainsi que le lancement de la concrétisation de ces programmes conformément à la loi sur les marchés publics, en veillant au respect des délais de réalisation

des projets. Les programmes sectoriels de développement inscrits pour l'année en cours comprennent 95 opérations, dont 54 projets pertinents du secteur de l'éducation pour les trois cycles d'enseignement, a indiqué le directeur de la programmation et du suivi budgétaire de la wilaya, Ali Goubaa. Le secteur de la santé a également bénéficié, dans ce cadre, d'une enveloppe financière de 1,37 milliard

de dinars pour la réalisation de six projets de développement. Par ailleurs, 2,79 milliards de dinars ont été attribués au secteur des travaux publics (7 projets), en plus de l'inscription de 10 opérations de développement au profit des secteurs de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement urbain, a ajouté le même responsable.

R.R.

JIJEL

L'hôpital d'El Milia renforcé par des équipements
médicaux modernes

Le service des maladies gastro-entérologiques et hépatiques de l'établissement public hospitalier (EPH) Bachir Mentouri d'El Milia dans la wilaya de Jijel, a été renforcé par des équipements médicaux modernes, a indiqué jeudi la directrice de cet établissement, Mme Nour El Houda Boumezbar. La même responsable a précisé dans une déclaration à l'APS que le service de gastro-entérologie et d'hépatologie a réceptionné et mis en service deux appareils de coloscopie, considère comme l'un des moyens les plus performants pour le dépistage du cancer du côlon et du rectum chez les personnes âgées de plus de 45 ans. Ces équipements permettent également la détec-

tion des polypes grâce à l'observation directe de petites masses cellulaires, avec la possibilité de les retirer immédiatement avant leur éventuelle transformation en tumeurs malignes, a indiqué la même source. Ce type de dispositifs médicaux contribue également au diagnostic des maladies intestinales et facilite l'identification des causes de divers troubles digestifs, tels que les troubles rectaux, la présence de sang dans les selles, les douleurs abdominales chroniques, la persistance ou encore la constipation, selon la même source. Par ailleurs, le service a également bénéficié d'un vidéo-endoscope gastrique, offrant une précision diagnostique accumulée et une visualisation directe de la paroi de l'estomac et de l'œsophage,

permettant ainsi de rechercher les causes sous-jacentes des douleurs abdominales, des difficultés de déglutition ou des vomissements persistants, selon Mme. Boumezbar. Cet appareil autorise en outre la réalisation de biopsies (petits prélèvements tissulaires) destinées à des analyses en laboratoire, en vue de détecter d'éventuelles cellules cancéreuses ou la bactérie responsable des infections gastriques, a-on précisé. Il offre également la possibilité de stopper les hémorragies du tube digestif supérieur, d'enlever des excroissances polypoïdes et de dilater les rétrécissements œsophagiens, a ajouté la directrice. APS

BISKRA

Ouverture d'un nouveau marché de proximité à la ville de Biskra

Un nouveau marché de proximité a été mis en service jeudi, dans la ville de Biskra sous la supervision du chef de l'exécutif local, Lakhdar Seddas, destiné à améliorer la pratique commerciale et d'organiser les marchés locaux. La réalisation de cette nouvelle infrastructure, qui s'étend sur une superficie de plus de 4.000 mètres carrés, vise à éradiquer le commerce informel et à or-

ganiser l'activité commerciale conformément aux dispositions légales, dans des espaces modernes, décents et propres, selon les explications fournies par le vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC) de la même collectivité locale, Abdelkader Harzli. Ce nouveau marché comprend des galeries abritant 120 locaux commerciaux destinés à l'exposition et à la vente de différents types

de fruits et légumes ainsi que de viandes, en plus de 10 chambres froides, de plusieurs sanitaires et d'une administration. Il a également été doté d'un éclairage intérieur et extérieur facilitant l'activité commerciale, selon la même source. Le même élu a souligné qu'en plus de la réouverture récente du marché central, après des travaux de réhabilitation, les dernières retouches sont en cours pour

l'achèvement d'un autre marché dans la partie ouest du chef-lieu de wilaya, dont la réception est prévue dans les prochains jours. Par ailleurs, dans le cadre des efforts visant à éliminer le phénomène du commerce informel, une étude a été élaborée pour la réalisation d'un nouveau marché au lieu-dit "Route du Sahara", au chef-lieu de wilaya, a ajouté la même source

R.R.

Quand l'industrie du gaz de schiste salive devant l'essor des centres de données IA

Les centres de données stimulent la construction d'installations de production d'électricité utilisant du gaz de schiste. Ces mots ne sont pas ceux d'un dirigeant enthousiaste du secteur de la tech, mais ceux de Jeff Miller, PDG de Halliburton, l'une des plus grandes sociétés mondiales de services pétroliers, lors d'une conférence téléphonique sur les résultats financiers tenue en octobre.

2^e partie et fin

Par Derek Seidman (*)

« Cela apparaît clairement dans le décret présidentiel de Trump sur l'intelligence artificielle, publié en juillet, dans lequel il définit les critères que les centres de données doivent remplir pour bénéficier d'une autorisation accélérée, et qui énumère toutes les sources d'énergie à l'exception de l'éolien et du solaire », a ajouté Slocum. Ce décret de juillet 2025, intitulé « Accélérer l'octroi de permis fédéraux pour les infrastructures de centres de données », souligne clairement le rôle des combustibles fossiles dans l'alimentation des centres de données. Il définit les « Composants concernés », les « matériaux, produits et infrastructures nécessaires à la construction de centres de données », en utilisant un langage qui met en avant les « infrastructures énergétiques » telles que les « gazoducs ou les conduites de raccordement », les « turbines à gaz naturel » et les « équipements au charbon », sans aucune mention des mots « éolien » ou « solaire ».

Comme l'écrit Slocum, « un centre de données qui prévoit d'utiliser l'énergie éolienne et solaire ne pourra pas bénéficier d'un traitement accéléré, contrairement à une installation fonctionnant aux énergies fossiles », ajoutant que les centres de données fonctionnant aux énergies fossiles pourraient également bénéficier de subventions fédérales directes.

Cette formalisation de la politique nationale en faveur des combustibles fossiles comme principale source d'énergie pour les centres de données va dans le sens de la promesse électorale de Donald Trump « Drill Baby Drill » (Fore, chéri, fore) et de son décret présidentiel de janvier 2025 résolument pro-combustibles fossiles intitulé « Unleashing American Energy » (Libérer l'énergie américaine).

Depuis son entrée en fonction en janvier 2025, l'administration Trump a déclaré la guerre aux énergies renouvelables, gelant les permis pour les projets solaires et éoliens et dénigrant les éoliennes.

Trump et les PDG des énergies fossiles

L'engagement idéologique de Trump à alimenter les centres de données en électricité produite à partir de combustibles fossiles est étroitement lié à ses relations privilégiées avec les milliardaires du secteur du fracking qui ont contribué à financer sa réélection en 2024.

Trump considérerait les magnats du pétrole et du gaz comme un électorat clé lors de sa campagne pour sa réélection en 2024, et des milliardaires du secteur tels que Harold Hamm et Kelcy Warren lui ont versé des millions de dollars de dons.

Comme Truthout l'a déjà souligné, Trump s'est entouré de dirigeants et de promoteurs du secteur des énergies fossiles, notamment Chris Wright, l'ancien PDG de Liberty Energy, fervent défenseur de la fracturation hydraulique, qu'il a nommé secrétaire à l'Énergie.

Depuis, l'industrie des combustibles fossiles a largement profité des politiques de



déréglementation environnementale et des subventions fiscales mises en place par Trump, ainsi que d'une manne de nouvelles activités liées aux centres de données.

Warren est cofondateur et président exécutif du géant des pipelines Energy Transfer, il est aussi un allié de longue date de Trump. Energy Transfer croule sous les nouvelles commandes pour l'approvisionnement de centres de données allant du Texas à l'Arizona et il est associé à des géants de l'IA tels qu'Oracle. Hamm est fondateur et ancien PDG de Continental Resources, géant du fracking, il est aussi l'un des principaux donateurs de Trump, qu'il soutient également dans son projet de salle de bal pour la Maison Blanche. Il est probablement le plus grand allié de Trump dans l'industrie des combustibles fossiles.

« À eux deux », écrit le New York Times, Trump et Hamm « ont remodelé la politique fédérale au profit des compagnies pétrolières et gazières, parmi lesquelles Continental, la société de Hamm, et ont remis à plus tard la transition vers des alternatives plus écologiques telles que l'énergie solaire et les batteries ».

Le Hamm Institute for American Energy, un centre de recherche et de réflexion politique financé par Hamm, lequel siège également à son conseil d'administration, a soutenu l'utilisation du gaz naturel pour alimenter l'IA et a organisé en avril un événement sur le thème « alimenter l'IA » auquel ont participé des membres clés du cabinet Trump chargés de la politique énergétique de l'administration. Liberty Energy, anciennement dirigée par Chris Wright, secrétaire à l'Énergie sous Trump, est aussi en train de conclure des accords pour alimenter des centres de données en Pennsylvanie.

« La seule chose qui nous empêchera d'être leaders dans le domaine de l'IA, c'est l'incapacité à construire la capacité de production d'électricité qui doit justement être mise en place », s'est récemment enthousiasmé Wright devant le Council on Foreign Relations, ajoutant qu'il « utilisait ses

pouvoirs d'urgence pour empêcher la fermeture des centrales à charbon » et « accélérer l'octroi des permis de construction de nouvelles centrales ».

Le désir de se conformer des géants technologiques

De son côté, la Big Tech est rapidement revenue sur ses engagements en matière de neutralité carbone en adoptant une production d'électricité à partir du gaz pour ses centres de données.

Par exemple, Entergy, un géant de la production d'électricité qui dépend principalement des combustibles fossiles, construit actuellement trois immenses centrales au gaz pour alimenter un centre de données Meta de 10 milliards de dollars en Louisiane.

Il y a moins de dix ans, Mark Zuckerberg, PDG de Meta, se montrait enthousiaste à l'idée de lutter contre la crise climatique. Aujourd'hui, des titres tels que « Meta mise tout sur le gaz pour alimenter un méga centre de données » font la une des journaux, tandis que Zuckerberg et Meta sont vivement critiqués par les législateurs, les analystes énergétiques et les groupes communautaires locaux.

Cela s'inscrit dans une tendance plus large, rapportée par Truthout, voulant que les PDG de la Silicon Valley reviennent sur leurs prétendus objectifs climatiques et leurs critiques à l'égard de Trump afin de rester dans les bonnes grâces du président et de tirer profit de ses politiques.

« Trump exige qu'on se conforme à ses exigences, et les géants de la technologie s'y plient en renonçant à leurs engagements historiques en faveur du développement et de l'utilisation des énergies renouvelables », a déclaré Slocum.

Bien sûr, tout cela ne fera qu'aggraver la crise climatique. La production, le transport et la combustion du gaz naturel libèrent d'énormes quantités de méthane, qui est 86 fois plus puissant que le dioxyde de carbone pour piéger la chaleur dans l'atmosphère terrestre.

Sous Trump, les centres de données redon-

nent également une nouvelle vie à des centrales à charbon polluantes qui étaient en fin de vie.

Sous Trump, les centres de données redonnent également une nouvelle vie à des centrales à charbon polluantes qui étaient en fin de vie, et nombre d'entre eux sont alimentés par des générateurs diesel extrêmement polluants, dont on craint qu'ils ne soient utilisés plus fréquemment.

Comme l'a rapporté le journaliste Adam Mahoney, dans des États comme la Caroline du Sud et le Texas, les ménages noirs sont touchés de manière disproportionnée par l'essor des centres de données et l'augmentation des émissions de combustibles fossiles liées à l'IA, en particulier avec la production d'électricité sur site.

De nombreuses communautés locales s'opposent tant aux centres de données qu'à leurs émissions polluantes, et cela va de Memphis (Tennessee) à Bessemer (Alabama) en passant par Santa Teresa (Arizona).

Certes, les grandes entreprises de la tech s'associent également à quelques projets liés aux énergies renouvelables afin d'alimenter leurs centres de données. Si ces derniers sont encore majoritairement alimentés par des énergies fossiles, l'Agence internationale de l'énergie note que la part du solaire, de l'éolien et des autres énergies renouvelables augmentera à partir des années 2030.

Mais cela soulève une autre question : voulons-nous vraiment que la transition vers les énergies renouvelables soit dominée par les priorités axées sur le profit des grandes entreprises technologiques et des sociétés de Wall Street, et gaspillée pour répondre à leurs attentes, ainsi que par leur obsession pour les merveilles supposées et non prouvées de l'IA ?

(*) écrivain, chercheur et historien. Il vit à Buffalo, dans l'État de New York. Il contribue régulièrement au site Truthout et écrit pour LittleSis.

Source : Truthout, Derek Seidman, 03-01-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

POUR SON PREMIER NAVIRE DE SURFACE SANS ÉQUIPAGE
La Turquie conclut un partenariat stratégique avec l'Arabie saoudite

L'entreprise turque ULAQ Global Autonomous Systems, conceptrice du premier véhicule de surface sans équipage (USV) du pays, a signé un accord avec SAMI Autonomous Company, filiale du Fonds public d'investissement saoudien (PIF), afin de renforcer la coopération dans le domaine des systèmes navals autonomes. Signé du Salon mondial de la défense (World Defense Show / WDS) 2026 organisé à Riyad, cet accord vise à établir un cadre global de coopération couvrant la conception, le développement, la production, l'intégration des systèmes ainsi que la maintenance des systèmes maritimes sans équipage en Arabie saoudite. Il s'agit du premier accord conclu dans ce secteur en Arabie saoudite. Celui-ci devrait ainsi apporter une contribution majeure aux capacités maritimes et de défense du Royaume, en cohérence avec les objectifs de la Vision 2030. Kerem Kalafatoglu, membre du conseil d'administration d'ULAQ Global, a déclaré à Anadolu que cet accord vise avant tout à privilégier le développement conjoint, le transfert de technologie et la production locale de véhicules de surface sans équipage. « Nos activités se poursuivent non seulement avec l'Arabie saoudite, mais également à l'échelle mondiale », a-t-il affirmé. « Cette initiative nous offrira l'opportunité de générer des revenus durables et nous ambitionnons d'exporter l'USV ULAQ non seulement vers l'Arabie saoudite, mais aussi vers d'autres marchés à travers le monde. » Dans cette dynamique, ULAQ Global contribuera à la production locale de ces navires autonomes en Arabie saoudite en transférant le savoir-faire accumulé au fil des années à son partenaire saoudien. « Nos travaux se poursuivent ici, mais aussi en Europe et aux États-Unis », a-t-il ajouté. « Notre objectif est de faire grandir ULAQ Global à l'échelle internationale. Nous espérons donc pouvoir annoncer prochainement des avancées encore plus significatives. »

R. I.

PÉTROLE

L'Égypte vise un doublement de sa production d'ici 2030

Après plusieurs années marquées par la stagnation et l'érosion progressive de ses volumes, l'Égypte amorce un tournant stratégique dans le secteur des hydrocarbures. Le gouvernement s'est fixé un objectif ambitieux : doubler la production nationale de pétrole à l'horizon 2030. Pour y parvenir, Le Caire mise à la fois sur une refonte du cadre contractuel, un recours accru aux technologies de pointe et une relance de la confiance des investisseurs internationaux.

Par Rédaction Intrenationale

Les autorités égyptiennes ont officiellement invité les compagnies pétrolières internationales opérant dans le pays à accroître leurs volumes, en particulier sur les champs déjà en exploitation. L'enjeu est de taille : il s'agit non seulement d'augmenter la production, mais aussi de stabiliser durablement un secteur énergétique considéré comme stratégique pour l'équilibre budgétaire et la sécurité énergétique nationale. Au cœur de cette relance figure une renégociation en profondeur des contrats liant l'État égyptien à ses partenaires étrangers. Les accords actuellement en vigueur sont jugés peu incitatifs dans un contexte de forte concurrence internationale pour les capitaux énergétiques. Le ministère du Pétrole travaille ainsi à l'élaboration d'un nouveau cadre contractuel et technique entre la société publique Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) et les compagnies internationales. L'objectif affiché est double : simplifier les procédures de développement des gisements et améliorer la rentabilité des projets, afin de stimuler les investissements sur les champs matures. La stratégie repose principalement sur l'optimisation des gisements existants. Plutôt que de dépendre exclusivement de nouvelles découvertes, l'Égypte entend maximiser le potentiel

de ses champs matures grâce à des techniques avancées de récupération. Le forage horizontal, l'intensification des campagnes de développement et l'intégration de solutions technologiques innovantes figurent parmi les leviers identifiés pour accroître les rendements. Selon le ministère, le pays est désormais sorti d'une phase de déclin et entre dans une période de stabilisation, rendue possible par des mesures incitatives destinées à encourager la hausse des volumes. Les grandes sociétés de services pétroliers et gaziers ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour accompagner cette dynamique. Des groupes internationaux tels que SLB, Baker Hughes, Weatherford, Halliburton ou encore Expro se disent prêts à déployer leurs technologies et leur expertise afin de soutenir la montée en puissance de la production égyptienne. La dimension économique constitue toutefois un élément déterminant de cette réforme. Les conditions tarifaires appliquées dans les contrats précédents, notamment pour le gaz, correspondent à une période de développement aujourd'hui dépassée. L'écart croissant entre les prix du gaz domestique et ceux du gaz importé a renforcé la nécessité d'améliorer les termes contractuels pour rendre les investissements plus attractifs. La révision des conditions financières apparaît ainsi comme un levier central pour déclencher de nouveaux engagements sur les champs existants.

Par ailleurs, la question des arriérés dus aux partenaires étrangers demeure sensible. Fin janvier, l'État égyptien a annoncé un plan de règlement progressif de ces dettes, avec l'objectif de ramener les montants dus à environ 1,2 milliard de dollars d'ici la mi-2026. Cette régularisation est perçue comme un signal fort destiné à restaurer la confiance des investisseurs et à sécuriser les flux financiers indispensables au développement des gisements. Sur le plan régional, l'augmentation des flux de gaz en provenance d'Israël vers l'Égypte conforte la position du pays comme plateforme de transit et de transformation du gaz naturel. Mais cette dynamique souligne également l'urgence d'accroître la production domestique pour renforcer l'autonomie énergétique. Les chiffres illustrent l'ampleur du défi. En octobre 2025, la production de pétrole brut s'établissait à 519 000 barils par jour, loin du pic historique de 930 000 barils enregistré en novembre 1996, et en deçà de la moyenne de 675 050 barils par jour observée sur la période 1994-2025. Le point le plus bas a été atteint en juillet 2025 avec 486 000 barils quotidiens. Au-delà des statistiques, la réussite de cette stratégie conditionnera la capacité de l'Égypte à consolider sa croissance interne et à affirmer son rôle énergétique régional, en posant les bases d'un secteur plus stable, compétitif et attractif.

LES CORRIDORS ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE Une perspective tunisienne

Le monde entre dans une ère marquée par trois dynamiques majeures : la décarbonation, la démondialisation et la relocalisation des chaînes de valeur. Face à ces bouleversements, l'Afrique ne peut pas se contenter d'être l'arrière-base de la transition écologique mondiale. Elle dispose d'un levier unique, souvent sous-estimé : ses corridors énergétiques. Ces corridors ne sont pas de simples lignes destinées à transporter des électrons ou des molécules. Ce sont des architectures stratégiques, capables de transformer le continent en espace de souveraineté, d'intégration et d'innovation industrielle. Le Tunisia Africa Business Council (TABC) a remis au secrétaire d'État chargé de la transition énergétique, Wael Chouchène, les grandes lignes d'une étude stratégique sur les corridors énergétiques africains. Ce document, lancé

officiellement lors du forum FITA 2026, vise à guider les politiques publiques sur le continent.

Dynamiques énergétiques et intégration régionale

L'étude, intitulée « Les Corridors énergétiques en Afrique : clé de la transition écologique et de l'intégration régionale », analyse les réalités du secteur énergétique africain. Elle met en avant le rôle des infrastructures interconnectées pour relier les ressources abondantes en renouvelables aux zones de demande. Élaborée par Mondher Khanfir et Souheil El Alimi, avec les contributions de Nidhal Ouerfelli et Ahmed Laribi, elle propose des recommandations concrètes pour une souveraineté énergétique accrue. Le TABC insiste sur la nécessité de corridors intelligents qui associent énergie solaire,

éolienne et hydroélectrique aux besoins locaux avant toute exportation. Ces axes facilitent l'industrialisation inclusive et la réduction des déficits d'accès à l'électricité, qui touchent encore des millions d'Africains. La remise de l'étude s'inscrit dans un dialogue avec les autorités tunisiennes pour aligner les ambitions nationales sur les objectifs continen-

Feuille de route pour une souveraineté partagée

taux. Les auteurs structurent leurs propositions autour de trois piliers : technologique, infrastructurel et institutionnel. L'axe technologique favorise l'innovation locale et la fabrication d'équipements renouvelables. Celui infrastructurel bâtit des réseaux interconnectés, tandis que l'institutionnel harmonise les réglementations et les

financements mutualisés. Présentée en avant-première en novembre 2025 au siège du TABC à Tunis, l'étude a réuni experts, investisseurs et diplomates. Anis Jaziri, président du TABC, a souligné l'énergie comme outil d'intégration et de compétitivité régionale. Le forum FITA 2026, prévu les 28 et 29 avril à Tunis, portera ces idées au centre des débats économiques africains. En conclusion, il est essentiel de penser l'Afrique comme un « méta-corridor ». L'intégration continentale, portée par la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine), peut changer d'échelle si elle s'appuie sur des corridors énergétiques conçus comme des méta-infrastructures. Non pas seulement des câbles, pipelines ou barrages, mais un ensemble fait de cuivre, de gaz, d'hydrogène, de données, de règles et surtout de volontés politiques. Agence

MAURITANIE

24,2 millions \$ pour poursuivre la transformation numérique en 2026

L'intérêt pour la transformation numérique ne cesse de croître en Afrique, où elle est perçue comme un catalyseur de développement socio-économique. Le budget du ministère mauritanien de la Transformation numérique s'élevait à 468,97 millions d'ouguiyas en 2025, contre 550,68 millions en 2024. Un budget de 959,6 millions d'ouguiyas, soit 24,2 millions de dollars, a été proposé pour les activités du ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration au cours de l'exercice 2026. Il a été examiné par la commission des finances de l'Assemblée nationale lors d'une séance le mardi 2 décembre, en pré-

sence du ministre Ahmed Salem Ould Bede. Selon le ministre, le département travaillera à renforcer la souveraineté numérique du pays, améliorer la qualité des services publics et consolider une gouvernance numérique efficace. Les priorités comprennent le soutien à l'innovation numérique, l'extension des infrastructures technologiques sur l'ensemble du territoire, et le développement de solutions numériques inclusives pour accompagner la transformation de l'administration et répondre aux besoins des citoyens. Le budget proposé pour 2026 représente une hausse de 104,6 % par rapport à celui de 2025, dans un contexte où le gouvernement

intensifie ses efforts pour faire du numérique un levier de développement socio-économique. Dans cette perspective, l'exécutif a lancé en janvier 2025 le projet « Digital-Y », financé à hauteur de 4 millions d'euros et réalisé en partenariat avec la coopération allemande. Ce projet vise à intégrer les outils numériques dans la gestion publique afin de moderniser les services et renforcer la transparence administrative. Au cours de l'année, Nouakchott a multiplié les avancées numériques : numérisation de services clés dans plusieurs secteurs, adoption d'une stratégie de commerce électronique à l'horizon 2030, initiatives en cyber-

sécurité, lancement de travaux pour une politique nationale sur la blockchain et mise en place d'un programme spatial centré sur les nanosatellites. Le pays a également construit la station d'atterrissage de son deuxième câble sous-marin, mis en service un nouveau point d'échange Internet (IXP), inauguré un centre de données Tier 3 et poursuivi l'extension de son réseau télécoms. Pour le moment, la Mauritanie se classe à la 165^e place mondiale de l'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) 2024 des Nations unies, avec un score de 0,3491 sur 1, nettement inférieur aux moyennes africaine et mondiale.

JEUX VIDÉO EN AFRIQUE

Un marché à 2,3 milliards de dollars tiré par le smartphone

Les jeux mobiles représentent 87 % du gaming africain, même si la part des consoles et PC est appelée à croître avec l'amélioration de l'accessibilité financière du matériel informatique et l'émergence d'une classe moyenne plus ouverte à la culture du « pay-to-play ».

Synthèse R I/Agence

En Afrique, le marché des jeux vidéo a généré plus de 2,29 milliards de dollars de revenus en 2025, grâce notamment à l'essor des jeux distribués via des applications mobiles, selon un rapport publié le mardi 10 février par l'accélérateur de studios de développement de jeux vidéo SpielFabrique et Xsolla, une société spécialisée dans les solutions de paiement pour l'industrie du gaming. Intitulé « State of the Industry : African Video Game Report 2026 », le rapport précise que ce marché enregistre un taux de croissance annuel moyen de 12,32 %, un niveau largement supérieur à celui du marché mondial (7,5 %).

Les principaux marchés en termes de revenus générés sont l'Égypte (368 millions de dollars), le Nigeria (300 millions), l'Afrique du Sud (278 millions) et le Kenya (46 millions). Dans ces pays comme ailleurs sur le continent, l'activité du gaming se concentre dans les grands centres urbains.

La croissance rapide du marché africain est tirée par le développement rapide des jeux disponibles sur les téléphones mobiles. Ceux-ci concentrent environ 87 % de la base des joueurs.

Les jeux sur PC et console sont en pleine croissance, même s'ils sont moins répandus que ceux accessibles via les téléphones mobiles et largement limités à des segments urbains spécifiques et à des joueurs disposant de revenus élevés, tandis que l'adoption du jeu vidéo en réalité virtuelle (VR) et augmentée (AR) est actuellement négligeable sur le continent. Le cloud gaming est le segment qui connaît la croissance la plus rapide, avec un taux de croissance annuel moyen estimé à 14 %, offrant une alternative potentielle aux expériences traditionnelles sur console, même si sa croissance reste étroitement liée à la disponibilité de connexions Internet de qualité. Cette situation devrait cependant changer, avec l'amélioration de l'accessibilité financière du matériel informa-



tique et l'émergence d'une classe moyenne plus ouverte à la culture du « pay-to-play ».

Les développeurs africains privilégient les marchés internationaux

Les jeux les plus populaires en Afrique sont Candy Crush (10,4%), PUBG (6%), FIFA (2,2%), Dream League Soccer (1,8%) et Temple Run (1,6%).

La monétisation des jeux vidéo sur le continent continue toutefois d'être freinée par les difficultés de paiement, étant donné qu'environ 90 % des Africains n'ont pas accès à une carte de crédit ou à un crédit sur les boutiques d'applications.

Google Play reste la principale plateforme de distribution d'applications spécialisées dans les jeux sur le continent. App Store détient une part de marché plus petite, mais reste pertinente dans les marchés les plus matures comme l'Afrique du Sud et l'Égypte.

Le rapport note aussi l'émergence de nouveaux acteurs dans la distribution des jeux vidéo sur mobile en Afrique. Lancée en 2023, Gara Store s'est par exemple positionnée comme une boutique numérique axée sur l'Afrique, ciblant initialement l'Afrique de l'Ouest francophone avant de s'étendre à l'ensemble du continent.

Outre ces acteurs émergents, les boutiques

des applications OEM (Original Equipment Manufacturer/applications préinstallées ou intégrés par les fabricants dans les smartphones) comme Huawei AppGallery et Samsung Galaxy Store distribuent plusieurs jeux, bien que leur impact varie selon les appareils et les régions. KaiStore, la boutique lancée par le système d'exploitation mobile KaiOS, prend en charge des jeux dans les téléphones mobiles basiques (feature-phone), tandis que les boutiques destinées à des tiers d'APK (Android Package Kit) restent fragmentées et présentent des risques plus élevés en matière de confiance et de sécurité.

Le rapport fait remarquer par ailleurs que l'écosystème africain est largement construit autour de développeurs en phase de démarrage et semi-professionnels, ainsi que d'un nombre plus restreint mais en constante augmentation de studios entièrement professionnels. Généralement, les studios africains de développement des jeux privilégient les marchés internationaux au détriment des publics locaux pour réduire les risques commerciaux. Si cette stratégie prudente a permis quelques succès à l'échelle mondiale, elle a également freiné le développement de récits afrocentriques et accru la dépendance vis-à-vis des consommateurs étrangers pour les revenus.

ÉNERGIE

Le gouvernement camerounais lance dès le 15 mars une offensive contre la fraude

Au Cameroun, la fraude fait perdre des sommes importantes à l'État camerounais. Les autorités ont décidé de taper le poing sur la table.

Le ministre de l'Eau et de l'Énergie annonce le lancement d'une opération coup de poing contre la fraude à l'énergie électrique au Cameroun, à compter du 15 mars 2026. « Ces opérations qui s'inscrivent dans le cadre des principales mesures à prendre dans le contexte post-renationalisation d'Eneo [le distributeur de l'électricité au Cameroun, Ndlr] visent principalement à réduire les pertes commerciales et à faire respecter la loi », explique Gaston Eloundou Essomba dans un communiqué signé ce 5 février 2026.

Officiellement, la fraude à l'énergie électrique au Cameroun occasionne des pertes estimées chaque année à plus de 60 milliards de FCFA (environ 109 millions USD), au détriment des investissements et de l'amélioration du service public de l'électricité. Ces pertes, selon les acteurs, contribuent à fragiliser davantage un secteur déjà financièrement sinistré. « Par ailleurs, la fraude « est identifiée comme l'une des causes des multiples incendies et des cas d'électrocution », souligne le ministre Eloundou Essomba. Afin d'éviter de subir l'arsenal répressif dans le cadre de cette opération coup de poing, « tous les utilisateurs clandestins de l'énergie électrique » sont invités « à procéder sans délai à la régularisation de leurs compteurs et de leurs installations, afin de les rendre conformes aux normes en vigueur », plaide le membre du gouvernement.

R I.

AFRIQUE DE L'OUEST

Un plan à 345 millions \$ pour lutter contre le vol de bétail

L'élevage est un domaine essentiel du secteur agricole dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Ce sous-secteur est néanmoins affecté par plusieurs problèmes, comme le changement climatique, les conflits pour l'accès aux ressources et le vol de bétail.

Un programme régional de lutte contre le vol de bétail est en gestation en Afrique de l'Ouest.

L'annonce a été faite à Dakar au lancement d'un atelier initié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et réunissant des représentants des 15 pays membres dans la sous-région, du 9 au 12 février sur cette problématique.

Doté d'un budget de plus de 345 millions USD, ce programme doit être validé pour être mis en œuvre sur la pé-

riode 2026 - 2030. Les interventions portent sur trois axes prioritaires, à savoir la digitalisation de la traçabilité du cheptel, l'harmonisation des dispositifs judiciaires et sécuritaires, et l'implication structurée des communautés pastorales et des organisations professionnelles, considérées comme essentielles dans l'alerte, la prévention et la sensibilisation.

« L'atelier rassemble des représentants des ministères en charge de l'Élevage, de l'Agriculture, de la Sécurité et de la Justice, d'organisations pastorales, d'institutions régionales et internationales, du monde universitaire et du secteur privé, notamment dans le domaine de la traçabilité du bétail. Cette diversité traduit une volonté affirmée de bâtir une réponse multisectorielle, coordonnée et

durable », peut-on lire dans un communiqué publié par le ministère sénégalais de l'Agriculture.

En Afrique de l'Ouest, la problématique du vol de bétail n'est pas nouvelle et est largement documentée. Parmi les principaux moteurs de cette pratique figurent l'insécurité dans les zones rurales, l'absence de traçabilité, la faiblesse des lois et l'implication de réseaux criminels et de groupes armés. Dans un rapport publié en octobre 2025, l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale indique par exemple que le vol de bétail est prisé par plusieurs organisations extrémistes violentes (OEV), dont le Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), pour se financer grâce aux ventes réalisées dans la zone tricontinentale entre le Burkina Faso, le Ghana et la

Côte d'Ivoire. « [...] Des milliers de têtes de bétail, volées dans des points chauds du conflit au centre du Mali ou au nord du Burkina Faso, sont transportées à travers cette zone pour être vendues sur les marchés de Côte d'Ivoire et du Ghana par des intermédiaires.

Ce système permet au JNIM d'exploiter les principaux marchés de bétail de ces États côtiers », explique le rapport.

L'enjeu d'une répression efficace du vol de bétail est d'autant plus important que ce fléau occasionne des manques à gagner considérables dans les systèmes d'élevage et le pastoralisme.

Selon les données de la FAO, les pertes économiques qui y sont liées en Afrique de l'Ouest dépassent 467 millions USD par an.

Agence

BOURSE ZURICH

Détente avant des relevés sur l’inflation

La Bourse suisse avançait crânement vendredi dans les premiers échanges, dans le sillage de pointages sur l'inflation en Suisse comme en Allemagne, dans l'attente de relevés sur cette même thématique en Espagne et surtout aux Etats-Unis.

L'indice helvétique des prix à la consommation (IPC) a reculé en janvier de 0,1% sur un mois, mais se maintient de justesse dans le positif en comparaison annuelle. Figurent encore au programme des indications sur l'emploi sur le Vieux continent, ainsi que diverses interventions de banquiers centraux. Wall Street avait été affectée la veille par des craintes autour de l'intelligence artificielle, pesaient toutefois sur l'ambiance. "Après avoir fragilisé les valeurs de logiciels, de l'immobilier puis les financières, la défiance (liée au phénomène de l'IA, ndlr) s'étend désormais au secteur de la logistique, nouvelle cible des inquiétudes liées à l'automatisation et à la remise en cause des modèles tradi-

tionnels," relève John Plassard, de Cité Gestion. "A qui le tour?" appuie sa consoeur Ipek Ozkardeskaya, chez Swissquote. "Le marché semble intégrer un avenir où les modèles d'IA (...) perturbent - voire achèvent - des modèles traditionnels de logiciens en tant que services (SaaS)," poursuit l'analyste vedette de la banque en ligne glandoise. A 09h15, le Swiss Market Index (SMI) s'appréciait de 0,29% à 13'569,02 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,49% à 2154,09 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,22% à 18'716,01 points. Sur les trentes principales valorisations composant le SLI, 17 avançaient, onze reculaient et Givaudan ainsi que Novartis se tâtaient encore. L'autre poids lourd pharmaceutique

Roche (bon -0,6%) et le paquebot alimentaire Nestlé (-0,2%) optaient pour un repli. Le sous-traitant pharmaceutique Lonza (+3,1%, en tête de course) a annoncé un vaste remaniement de son conseil d'administration, avec trois départs pour deux arrivées. Le chimiste de la construction Sika cédaït 0,6%, dans le sillage de l'acquisition d'un producteur de colles turc. Le logisticien Kühne+Nagel (+2,0%) se

remplumait quelque peu, après avoir durement souffert la veille des caintes sur son segment induit par l'IA. Sur le marché élargi, le concepteur de batteries Leclanché décrochait de 30%. Le groupe yverdonnois reconnaît vendredi une panne de liquidités, l'ayant notamment empêché de verser les salaires de janvier à ses près de 370 collaborateurs.

R I.

MARCHÉS EN ASIE

Les Bourses hésitent, soulagement sur l’emploi américain

Les marchés asiatiques hésitent jeudi entre le soulagement face aux chiffres encourageants sur l'emploi aux Etats-Unis, de solides résultats d'entreprises et une volatilité toujours forte des matières premières. Vers 02H30 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei cédaït 0,07% à 57.605 points, et l'indice élargi Topix gagnait 0,50% à 3.874 points. La Bourse de Séoul s'envolait de 2,60% et Taipei grimpait de 1,61%, tandis que Sydney prenait 0,59%. L'indice hongkongais Hang Seng abandonnait 0,82%. Derrière ces performances contrastées, les investisseurs jaugent des statistiques publiées mercredi: le mois dernier, le marché de l'emploi américain a fait mieux qu'escompté par les analystes, avec 130.000 créations d'emplois et un taux de chômage en recul à 4,3%.

Mais les acteurs de marché spéculent désormais sur un report d'une baisse de taux de la Réserve fédérale (Fed). L'indice Nikkei a ainsi atteint jeudi un nouveau sommet record en séance avant d'effacer ses gains au gré d'échanges volatils, au lendemain d'un jour férié. Vers 02H45 GMT, la devise japonaise s'appréciait de 0,4% à 152,66 yens pour un dollar. Elle avait été plombée en début de semaine par la promesse électorale de la Première ministre Takaichi de supprimer pour deux ans une taxe à la consommation sur les produits alimentaires, au risque de gonfler l'endettement public. Les métaux précieux s'inclinaient: vers 02H45 GMT, l'or cédaït 0,4% à 5.064 dollars l'once, et l'argent 1,11% à 83,38 dollars l'once.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Février 2026

Valeur : 16 Février 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.4727	129.4727
1	EUR	EURO		153.7229	153.7229
1	GBP	POUND STERLING		176.5136	176.5136
100	JPY	JAPANESE YEN		84.6061	84.6061
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7579	18.7579
1	CHF	SWISS FRANC		167.8630	167.8630
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.3337	95.3337
1	DKK	DANISH KRONE		20.5751	20.5751
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.5704	14.5704
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6619	13.6619
1	AED	UAE DIRHAM		35.2489	35.2489
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5224	34.5224
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.2225	424.2225
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.6731	44.6731
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2003	14.2003
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.5138	20.5138
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2540	3.2540
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.7699	178.7699

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street a fini en nette baisse avant l’inflation américaine

La Bourse de New York a clôturé en net recul jeudi, attendant avec appréhension de nouveaux chiffres d'inflation aux Etats-Unis tout en continuant de délaissier le secteur technologique. Le Dow Jones a perdu 1,34%, l'indice Nasdaq - à forte coloration technologique - a reculé de 2,03% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 1,57%. La place américaine avait pourtant démarré la séance dans le vert. "Au cours des deux derniers jours, les actions

ont progressé à l'ouverture, avant de baisser lourdement, les espoirs déçus en matière d'intelligence artificielle (IA) coïncidant avec des rapports économiques peu encourageants", souligne Jose Torres, d'Interactive Brokers. Dernier indicateur en date accueilli par le marché, les ventes de logements anciens ont reculé en janvier aux Etats-Unis alors même que le pouvoir d'achat des acquéreurs s'est amélioré, d'après le rapport mensuel de la Fédération nationale des agents immobiliers (NAR).

La veille, le rapport officiel sur le marché du travail américain avait surpris le marché, avec plus d'emplois créés qu'attendu en janvier, et un taux de chômage plus faible. Mais ce même rapport avait fait état d'un emploi morose sur toute l'année 2025. Cette faiblesse sur le plan des données associée à des commentaires de responsables de la Réserve fédérale (Fed) appelant à un maintien des taux "n'est pas prometteuse pour les bénéfices" et plombe les cours, assure Christo-

pher Low, de FHN Financial. Selon lui, "cette année, l'inflation va s'avérer bien plus importante que la croissance ou l'emploi pour la Fed". En conséquence, la publication de l'indice des prix à la consommation (CPI) du mois de janvier sera particulièrement scrutée vendredi. Jeudi, le marché a aussi été miné par de nouvelles ventes des valeurs technologiques. Nvidia a cédé 1,61%, Apple 5% et Meta 2,82%.

APS

BOURSE DE PARIS

En baisse avant l’inflation américaine

La Bourse de Paris recule vendredi, dernière séance d'une semaine remplie de résultats d'entreprises et d'indicateurs macroéconomiques aux Etats-Unis, en attendant les chiffres de l'inflation américaine qui devraient être le catalyseur de la journée. Vers 09H40 heure de Paris, le CAC 40 perdait 0,38%, à 8.309,26 points. Jeudi, l'indice vedette parisien avait pris 0,33%, soit 27,32 points, à 8.340,56 points. Lors de cette même séance, il a franchi pour la première fois le seuil des 8.400 points, porté par de nombreux résultats d'entreprises bien accueillis par les investisseurs, avant que la nette baisse de la Bourse de New

York ne refroidisse les marchés d'actions européens.

Plusieurs résultats d’entreprises animent le début de séance.

Le motoriste d'avions français Safran voyait son titre bondir de 7,32% à 329,80 euros à 09H50 heure de Paris, après avoir annoncé des ventes et un bénéfice net en hausse en 2025, globalement en ligne avec les attentes du marché. Le groupe a aussi rassuré sur la santé de sa trésorerie et sur ses ambitions financières à horizon 2028. A l'inverse, l'action du géant français des cosmétiques L'Oréal chutait de 6,49%, à 369,50 euros vers 09H45

heure de Paris après la publication jeudi soir des résultats annuels 2025 du groupe, dont le quatrième trimestre est jugé décevant par le marché. "Le ralentissement est notable" sur cette période et "la contre-performance, notamment en Asie du Nord et dans la division +Luxe+, pourrait inquiéter dans un contexte de perspectives floues", souligne un analyste de Jefferies. Vendredi, outre les résultats d'entreprise, la Bourse de Paris devrait se focaliser sur la publication de l'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis pour le mois de janvier, attendu à 14H30 heure de Paris, "véritable catalyseur potentiel pour la suite du mouvement" des ac-

tions, relève John Plassard, analyste de Cité Gestion Private Bank. L'indice CPI sera particulièrement scruté pour anticiper la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed), et une éventuelle baisse de ses taux directeurs. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice parisien a pour l'instant grappillé 0,46%. Mais "le climat reste nerveux et la volatilité pourrait s'intensifier à l'approche des chiffres d'inflation américains cet après-midi", avertit John Plassard. Confronté cette semaine à une grève de ses salariés et en pleine réorganisation, le géant français des jeux vidéo Ubisoft a présenté jeudi un chif-

fre d'affaires stable au troisième trimestre, à 318 millions d'euros, notamment grâce au succès de ses principales franchises. Porté par des partenariats plus importants qu'anticipé et les jeux "Assassin's Creed", le groupe a enregistré, pour la période d'octobre à décembre de son exercice décalé 2025/2026, un trimestre "solide" et "au-delà de nos attentes", a indiqué son PDG Yves Guillemot dans un communiqué. A la Bourse de Paris, l'entreprise de jeux vidéo était récompensée: vers 9H50 heure de Paris, elle prenait près de 9%, à 4,48 euros.

Agence

EN ATTENDANT LA DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME
SUR LES SURTAXES DE TRUMP

Les recettes douanières explosent de 300%

Le déficit américain s'est réduit de plus d'un quart au mois de janvier grâce à une envolée des recettes douanières. Mais ces rentrées fiscales supplémentaires ne devraient pas suffire à rétablir durablement les comptes publics sérieusement dégradés.

Les surtaxes décidées par Donald Trump il y a près d'un an contre le monde entier donnent un peu d'air aux finances publiques américaines. Selon les données du département du Trésor relayées par CNBC, les recettes des droits de douane aux États-Unis se sont élevées à 30 milliards de dollars en janvier, portant le total cumulé depuis le début de l'exercice budgétaire en octobre à 124 milliards de dollars. Soit une explosion de 304% par rapport à la même période en 2024-2025. Grâce à ces rentrées fiscales supplémentaires, le déficit américain entre octobre et janvier a fondu de 17% à 697 milliards d'euros. Sur le seul mois de janvier, il s'est même réduit de plus d'un quart (95 milliards, -26%).

Les droits de douane illégaux? La Cour suprême va trancher

En 2025, le déficit des États-Unis avait déjà reculé de 6,3% à 5,9% du PIB en grande partie sous l'effet des recettes douanières qui avaient plus que doublé (+142%). Mais l'embellie pourrait être de courte durée alors que la Cour suprême doit rendre prochainement sa décision sur la légalité des tarifs de Trump. La plus haute juridiction des États-Unis doit déterminer si le président américain avait le droit d'invoquer une loi d'urgence économique de 1977, l'IEEPA (International Emergency Economic Powers Act), pour imposer des droits de douane sans l'approbation du Congrès. Or, lors d'une audience en novembre, les juges avaient déjà émis des doutes sachant que ce texte ne men-

tionne pas les droits de douane comme instrument de régulation des importations en cas d'urgence économique. Mi-janvier, Donald Trump avait estimé que les États-Unis seraient "fichus" si la Cour suprême jugeait les droits de douane illégaux. Dans une telle éventualité, le gouvernement américain serait dans l'obligation de rembourser "des centaines de milliards de dollars" aux entreprises américaines, avait affirmé le locataire de la Maison Blanche sur sa plateforme Truth Social. "Sans même compter" ce que les pays et entreprises pourraient demander pour compenser "les investissements qu'ils réalisent pour éviter" ces surtaxes, qui se montent à "des milliers de milliards", selon lui. Des sommes que "notre pays ne serait pas en capacité de rembourser".

Agence

MALGRÉ LES DIVERGENCES

Macron et Merz s'affichent ensemble

Emmanuel Macron et Friedrich Merz se sont affichés main dans la main jeudi lors d'un sommet informel de l'Union européenne au château belge d'Alden Biesen, pour tenter de minimiser des divergences de fond entre la France et l'Allemagne sur la relance de l'économie européenne. Le président français et le chancelier allemand se sont présentés ensemble devant les caméras, au coup d'envoi de cette réunion des chefs d'Etat et de gouvernement dans le froid et la bruine de la campagne belge. "Heureux d'être là avec monsieur le chancelier Merz", a appuyé Emmanuel Macron, tandis que son entourage faisait état d'une tête-à-tête entre les deux diri-

geants juste avant ce sommet. "On partage ce sentiment d'urgence que notre Europe doit agir très clairement" face à une "pression très forte", la concurrence déloyale de la Chine et les droits de douane des Etats-Unis, a-t-il insisté. Emmanuel Macron a appelé à "mettre en œuvre tout ce sur quoi on est d'accord et aller beaucoup plus vite sur la simplification, l'approfondissement du marché unique, les questions d'énergie et de financement. Il y a un accord franco-allemand très fort sur l'union des marchés de capitaux qui est très important", a-t-il insisté. "Je me réjouis qu'Emmanuel Macron et moi-même soyons presque toujours d'accord sur ces

questions" de compétitivité et de marché intérieur, a aussi assuré Friedrich Merz. Après leurs déclarations, les deux dirigeants n'ont pas répondu à la presse, s'efforçant d'éviter les questions qui fâchent. Car les divergences se manifestent de nouveau entre Paris et Berlin sur l'économie européenne. L'idée relancée par M. Macron de recourir à des emprunts communs européens pour financer des investissements dans les secteurs d'avenir a été fraîchement accueillie par l'Allemagne, toujours très prudente sur les questions budgétaires. Même divergence sur la "préférence européenne" poussée par la France, une obligation pour certaines en-

treprises bénéficiant de fonds publics, dont les constructeurs automobiles, de se fournir en composants européens. M. Merz considère qu'une telle solution doit être réservée uniquement à des secteurs stratégiques et seulement en dernier ressort, sans exclure certains pays partenaires. Paris est en outre crispé par le rapprochement entre l'Allemagne et l'Italie de Giorgia Meloni sur les questions européennes ces dernières semaines. Au château d'Alden Biesen, Emmanuel Macron et Friedrich Merz étaient cette fois main dans la main, tandis que Giorgia Meloni s'est présentée seule devant la presse, comme les autres dirigeants européens.

Synthèse R I/Agence

AUTRICHE

L'inflation se normalise à 2% sur un an

Le taux d'inflation en janvier a décollé à 2% en glissement annuel. En Autriche, selon les premières estimations publiées mercredi, après des hausses de prix supérieures à la moyenne de la zone euro qui amplifiaient le mécontentement. "La seule baisse des prix de l'énergie de 4,9% a réduit le taux d'inflation de 1,2 point de pourcentage par rapport à décembre 2025", selon l'institut Statistik Austria. Depuis 2021, la forte inflation déstabilise le pays industriel exportateur. Elle restait encore élevée en 2025, à 3,6%, malgré un ralentissement par rapport aux pics précédents. A titre de comparaison, les données d'Eurostat montrent que l'inflation relevée en zone euro n'était que de 1,9% sur un an en décembre 2025, soit près de deux fois moins

que celle observée en Autriche qui en est membre. En juillet, le Fonds monétaire international (FMI) avait expliqué dans un communiqué que la hausse des prix restait "élevée dans le secteur des services" et subissait "l'expiration des mesures d'allègement des prix de l'énergie". L'économie autrichienne a accusé le coup, après la fin des importations de gaz russe bon marché dans l'Union européenne et le FMI craignait une "fragilisation" de sa compétitivité, faute de "convergence de l'inflation", pointant des hausses de salaires dépassant la moyenne de la zone euro. Mais les mesures de consolidation budgétaire à court terme prises par le gouvernement ont contribué à réduire les pressions inflationnistes, selon le FMI. Le parti conservateur au pouvoir ÖVP

s'est félicité de ce résultat, les attribuant aux "accords salariaux de l'année passée". La coalition au pouvoir, formée de l'ÖVP, du parti social-démocrate SPÖ et des libéraux de Neos pour empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, est sous pression en raison de l'inflation. Le parti FPÖ (extrême droite), arrivé en tête aux dernières législatives mais incapable de se trouver un partenaire pour gouverner, lui reproche sa gestion économique. selon le dernier sondage de l'institut Market datant du 27 janvier et publié sur le site PolitPro, le FPÖ a progressé de 7,2 points par rapport aux élections de 2024, et reste le premier parti d'Autriche avec 36% des intentions de vote. R.I.

MILAN-CORTINA 2026

Quel impact économique pour les Jeux d'hiver ?

Les Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina devraient générer 5,3 milliards d'euros de valeur économique, dont 2,3 milliards de dépenses touristiques.

Le nord de l'Italie est sous les projecteurs mondiaux alors que les Jeux olympiques d'hiver de Milano-Cortina se déroulent dans toute la région, marquant les premiers Jeux d'hiver organisés en Italie depuis ceux de Turin il y a vingt ans. Contrairement aux éditions précédentes, les compétitions auront lieu sur un dispositif éclaté couvrant Milan, Cortina d'Ampezzo, Vérone, la Valteline et le Val di Fiemme, mêlant mode, culture et tourisme alpin dans une vitrine multi-destinations. Selon un rapport de Banca Ifis, l'impact économique global des Jeux devrait atteindre 5,3 milliards d'euros.

Sur ce total, 1,1 milliard d'euros viendrait des dépenses des touristes et du personnel opérationnel pendant l'événement lui-même, tandis qu'1,2 milliard supplémentaire est attendu grâce à la poursuite des flux touristiques dans les 12 à 18 mois suivants. Environ 3 milliards d'euros supplémentaires sont liés aux investissements d'infrastructures et d'héritage, avec des équipements sportifs et civils soit modernisés, soit entièrement construits. Les organisateurs tablent sur environ 2,5 millions de spectateurs pendant toute la durée des Jeux, avec une durée de séjour moyenne de trois nuits et des visiteurs qui multiplieront les expériences locales. Les hôtels, les transporteurs et les prestataires de services à Milan, Cortina et au-delà font état d'une flambée de la demande, les données de réservation en temps réel montrant une activité soutenue non seulement dans les pôles hivernaux traditionnels mais aussi dans des villes comme Vérone et Venise.

Un boom du tourisme attendu pendant et après les Jeux

Le secteur du tourisme, déjà pilier de l'économie italienne, bénéficie d'une forte dynamique pendant les Jeux. Selon Chloe Parkins, économiste principale chez Oxford Economics, l'Italie est en passe d'accueillir 66 millions de touristes internationaux en 2026, contre 60 millions en 2023. Elle prévoit que les dépenses touristiques augmenteront de 2,9 milliards d'euros pour la seule année 2026, les villes du nord de l'Italie surperformant la tendance nationale.

Rédaction internationale

DÉPARTS ET RESTRUCTURATION

Elon Musk remanie xAI après sa fusion historique

Il y a du mouvement chez xAI, et ce n'est pas en raison de sa fusion avec SpaceX. On fait le point sur ce qui se joue en coulisses au sein de la start-up d'intelligence artificielle (IA) d'Elon Musk.



Jimmy Ba et Tony Wu, deux cofondateurs de xAI, ont décidé de quitter le navire ces derniers jours, en plus de quelques membres supplémentaires du personnel. Sur les douze personnes qui ont créé la société en 2023, il n'en reste plus que six. De quoi pousser le P.-D.G, Elon Musk, à revoir en profondeur sa restructuration.

xAI divisée en quatre axes

Lors d'une réunion avec ses employés, durant laquelle il a évoqué l'idée de déployer

une catapulte sur la Lune, l'entrepreneur a étayé la nouvelle organisation de xAI, qui détient aussi X.com.

L'entreprise est désormais scindée en quatre divisions majeures. La première regroupe Grok et ses fonctionnalités vocales avec l'objectif de rivaliser rapidement avec les modèles conversationnels avancés du marché. Le second axe, dédié au codage, doit permettre de développer des outils d'assistance à la programmation et des agents capables d'automatiser des tâches techniques. La troisième unité se concentre sur Imagine, la génération vidéo par IA

que Musk considère comme un terrain clé pour les futurs besoins en calcul et en traitement en temps réel. Enfin, une entité baptisée Macrohard, clin d'œil assumé à Microsoft, vise à concevoir des logiciels pilotés par des agents autonomes, capables d'exécuter des actions complexes sans intervention humaine directe.

Avenir flou

À travers cette nouvelle structure, la direction entend gagner en vitesse d'exécution et soutenir la croissance de xAI, alors que l'entreprise accélère ses investissements dans les data centers et les capacités de calcul. Dans le même temps, elle doit faire face à une concurrence incroyablement féroce, à l'instar d'OpenAI, Google ou Anthropic. Reste maintenant à voir comment s'articulera concrètement sa fusion avec SpaceX. Valorisant l'entité commune à 1 250 milliards de dollars, l'opération vise non seulement à préparer une entrée en Bourse historique, mais surtout à déployer 1 million de data centers en orbite terrestre. Certains analystes évoquent déjà une erreur stratégique de la part de Musk, qui risque de plomber son géant du spatial alors que les craintes autour d'une bulle spéculative dans l'IA sont toujours d'actualité.

Après Telegram, WhatsApp et YouTube sont inaccessibles en Russie



Les restrictions s'enchaînent actuellement sur l'internet russe. Après Telegram, c'est au tour des géants américains WhatsApp et YouTube de subir des restrictions beaucoup plus lourdes.

En début de semaine, on découvrait que la Russie avait commencé à bloquer Telegram, une application pourtant extrêmement populaire dans la pays, et qui a été créée par un natif russe, Pavel Durov.

Ce dernier a rapidement réagi sur son application, critiquant ces restrictions, qu'il affirmait de toute manière destinées à faillir - convoquant pour cela un précédent iranien qui avait déjà raté par le passé.

Pas de quoi pourtant bloquer les autorités russes dans leur lancée.

Les noms de domaine de WhatsApp et de YouTube retirés du registre de l'internet souverain russe

C'est un véritable tour de vis qui semble être mis sur l'internet russe. Alors que la plupart des plateformes des géants américains sont depuis déjà plusieurs années l'objet de mesure de dégradation de la qualité du service, voire de blocage, une nouvelle étape vient d'être franchie.

En effet, le régulateur russe des communications vient d'enlever les noms de plusieurs grandes plateformes comme Youtube et WhatsApp de son système national de noms de domaine (SNDN). Ce registre est une duplication du système mondial de noms de domaine, appliqué à « l'internet souverain » russe. Les internautes russes utilisant les applications en question ne peuvent donc plus recevoir l'adresse IP de YouTube ou de WhatsApp.

WhatsApp réagit, et annonce vouloir continuer à offrir ses services aux Russes

Et cette première mesure est accompagnée d'une campagne massive de blocage DNS, beaucoup plus importante que ce qui avait pu être fait par le passé par la Russie. Aujourd'hui, il ne reste plus aux citoyens du pays que l'option VPN pour encore pouvoir accéder à ces plateformes.

Pour ce qui est de WhatsApp, comme pour Telegram auparavant, l'objectif de la Russie est de rendre beaucoup moins attractives ces applications, afin de faire basculer les Russes vers la nouvelle application de messagerie MAX, qui, elle, n'offre aucune possibilité d'avoir des communications cryptées. La tâche va s'avérer herculéenne, puisque à ce jour, Telegram compte près de 60 millions d'utilisateurs en Russie, et WhatsApp près de 100 millions, pour environ 400 000 pour MAX.

WhatsApp a par ailleurs déjà réagi dans un message posté sur X, en anglais et en russe.

Il critique vertement « le gouvernement russe [qui] a tenté de bloquer complètement WhatsApp afin d'inciter les utilisateurs à se tourner vers une application de surveillance appartenant à l'État. » L'application de Meta promet aussi de faire « tout son possible pour que les utilisateurs restent connectés. »

Darty : une cyberattaque siphonne les données de 80 000 clients

L'enseigne française spécialisée dans l'électroménager est à son tour victime d'un piratage. Cette fois, ce sont 80 000 clients qui voient leurs données tomber entre les mains de hackers !

C'est une épidémie qui ne semble pas avoir de fin. Les grandes entreprises françaises sont en effet chacune leur tour la cible de cyberattaques, qui permettent à chaque fois de récolter des données personnelles. La vague est telle qu'elle touche même des institutions publiques - l'URSSAF encore dernièrement. Résultat, un « à qui

le tour ? » domine aujourd'hui en France. Et pour cette semaine, c'est le tour de Darty !

Les données personnelles de 80 000 clients de Darty récupérées par les pirates

Le slogan de Darty, vous vous en souvenez ? « Le contrat de confiance ». Eh bien, l'adage ne semble pas pouvoir s'appliquer à la question de la sécurisation des données clients, l'enseigne venant d'annoncer à son tour avoir été victime d'une cyberattaque. Elle a ainsi indiqué au Figaro que les données personnelles de 80

000 clients avaient été volées par les pirates. « Cet incident de sécurité a entraîné un accès non autorisé à des données hébergées chez un de nos prestataires » a-t-il ainsi été résumé.

Des données plus particulières concernant le logement ont aussi été dérobées

« Les données potentiellement impactées concernent les informations traitées par l'outil de gestion des rendez-vous de conception Cuisine » a ajouté Darty. Dans le lot, on retrouve les habituels informations récupérées dans ce genre

de cas, à savoir : nom, prénom, adresse (mail et physique), numéro de téléphone. Mais dans le cas particulier de Darty, d'autres données particulières sont tombées dans le sac des voleurs : la « typologie de logement pour l'ameublement d'une cuisine, [le] budget maximum et minimum pour la conception d'une cuisine, [le] nombre d'électroménagers à acheter et à conserver. » Seuls les mots de passe et les informations bancaires ont échappé - comme souvent - à cette opération.

■ Brèves

Checkpoint croque les start-ups Cyata, Cyclops et Rotate

Le fournisseur de sécurité a annoncé le rachat de trois start-ups. Tout d'abord Cyata, fondé en 2024 qui a développé une plateforme de gestion des identités d'agents IA permettant aux entreprises d'identifier les agents actifs, de cartographier leurs autorisations, de surveiller leur comportement et d'appliquer des politiques de sécurité automatisées. Le second est Cyclops, créée en 2021 qui propose une plateforme de gestion de la surface d'attaque des actifs cyber (CAASM), qui consolide les données provenant de différents environnements afin d'offrir une visibilité complète sur les actifs et une priorisation des risques. Et enfin Rotate, une plateforme tout-en-un spécialement conçue pour les fournisseurs de services managés

(MSP/MSSP), renforce la protection centralisée des environnements de travail distribués et SaaS.

Samsung débute les livraisons de HBM4

La société sud-coréenne a annoncé avoir réalisé les premières expéditions de mémoire HBM4 à ses clients un peu en avance par rapport à son calendrier. Une manière de marquer des points face à la concurrence de Micron et SK Hynix dans ce domaine. En novembre dernier, Samsung avait indiqué vouloir augmenter ses capacités de production sur la DRAM et HBM. Cette dernière est utilisée dans les GPU et certains CPU pour serveurs pour fournir un accès extrêmement rapide aux données, bien plus qu'avec de la DRAM standard. Elle est essentielle à la

performance du traitement de l'intelligence artificielle et à la simulation.

Apple décale la sortie de Siri basé sur Gemini

La grande mise à jour de Siri par Apple, basée sur Gemini, ne sera pas prête pour la prochaine mise à jour iOS. Selon Bloomberg, la firme aurait reporté en interne la sortie de la prochaine grande version de son assistant conversationnel, qui devait être lancée au moins partiellement avec iOS 26.4 en mars. C'est un peu surprenant car, il y a quelques semaines à peine, l'agence de presse avait également annoncé que le fournisseur dévoilerait le nouveau Siri en février. Il faudra sans doute attendre mai à la WWDC ou septembre pour voir arriver le tout prochain Siri dopé à l'IA de Google.

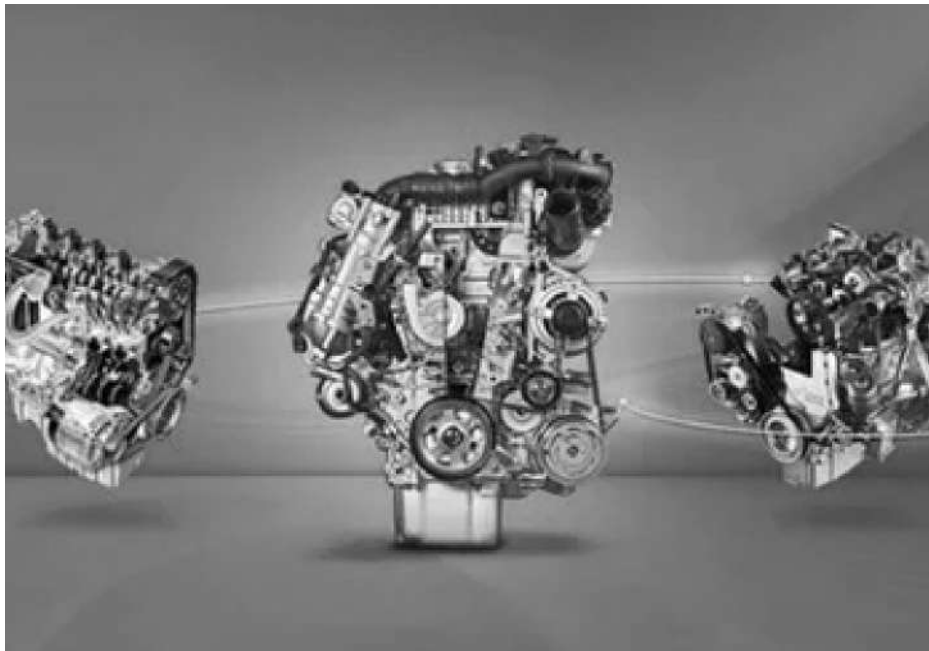
Stellantis vient de prendre une lourde décision pour le moteur PureTech

Devenu célèbre, bien malgré lui, en raison de ses problèmes de casse récurrents, le moteur français PureTech du groupe Stellantis, pourtant modifié et récemment renommé Turbo afin de ne plus éveiller les soupçons, n'aura peut-être finalement pas la destinée qu'on lui prédisait. Le nouveau grand patron du groupe, l'Italien Antonio Filosa a tout simplement acté la prolongation jusqu'à horizon 2030 des moteurs anciennement produits par Fiat-Chrysler et qui subsistent encore aujourd'hui sous le capot de certains modèles. De quoi sérieusement remettre en perspective la généralisation du 1.2 PureTech, voire se poser la question, à long terme, de sa disparition.

Entre les airbags Takata, les moteurs PureTech et BlueHDi, le groupe Stellantis a enchaîné ces derniers mois les gros problèmes de fiabilité sur ses voitures. S'il n'est pas entièrement responsable des mauvais choix techniques faits par son fournisseur d'airbags de l'époque, le groupe franco-italo-américain est en revanche directement impliqué dans la conception finalement peu robuste de deux mécaniques aujourd'hui extrêmement répandues dans le groupe. Une large diffusion qui complique la gestion en après-vente, notamment dans le cadre du sulfureux PureTech, dont la casse pure et simple n'est pas si rare. Or, déjà adopté par une grande majorité de marques européennes de Stellantis, on aurait même pu croire qu'il soit généralisé à tous les modèles de petite et moyenne gamme dans les années à venir, notamment chez Fiat, Alfa Romeo ou Jeep, qui utilisent encore des moteurs hérités de l'époque Fiat-Chrysler, avant la fusion avec Peugeot-Citroën en 2021. C'est en tout cas ce qu'avait décidé Carlos Tavares lorsqu'il était aux manettes du groupe.

Retournement de situation pour le moteur FireFly/GSE

Mais, contre toute attente, son remplaçant Antonio Filosa vient de dévoiler une feuille de route bien différente. A l'occasion d'une table ronde au ministère italien des entre-



prises et du Made in Italy, Emanuele Capellano, CEO de Stellantis Europe, aurait annoncé "investir dans l'avenir des moteurs GSE afin d'assurer leur utilisation au-delà de 2030" (sic). Concrètement, les blocs 3-cylindres 1.0 et 4-cylindres turbo 1.3 et 1.5 que l'on pensait voués à disparaître viennent sans doute d'être sauvés. Et avec eux, la ligne de production, dans l'usine italienne de Termoli.

Afin que les moteurs Firefly restent d'actualité dans les gammes des marques du groupe Stellantis, ce dernier œuvre déjà sur la mise en œuvre des modifications techniques nécessaires pour les rendre compatibles avec les normes antipollution Euro 7 et la possibilité d'une extension de l'hybridation 48V qui existe aujourd'hui sur l'Alfa Romeo Tonale. Une solution qui ne permettrait toutefois pas de combler l'écart avec les "vrais"

hybrides Renault, Toyota ou Hyundai/Kia.

Quand Filosa fait tout l'inverse de Tavares

Reste à questionner l'avenir du moteur PureTech à la lumière de ces nouveaux choix. S'il faut réaffirmer à moyen terme la présence du 3-cylindres 1.2 - désormais appelé Turbo - dans les gammes, on est en droit de s'interroger sur le long terme. Stellantis a beau avoir étendu la prise en charge sur les anciens modèles et œuvré pour corriger la mécanique - en remplaçant notamment la courroie de distribution par une chaîne sur la nouvelle génération de PureTech -, il est encore prématuré de parler de fiabilisation. La tentation est forte, surtout pour un dirigeant italien, de remplacer le 3-cylindres français par une unité "maison" a priori plus fiable. Mais entre un large défi industriel qui consisterait à réadapter les usines à l'arrivée de ce "nouveau" bloc, les répercussions sur toutes les usines qui produisent aujourd'hui le PureTech en France (Douvain, Trémery), en Hongrie (Szentgotthard) et au Maroc (Kénitra) - sans compter l'Asie - ainsi que les incertitudes quant à ses émissions de CO2 et ses consommations moins bonnes que 3-cylindres français, l'affaire est loin d'être bouclée. Seule logique qui semble poindre : Antonio Filosa continue de détricoter les

APRÈS AVOIR ESSUYÉ 4,5 MILLIARDS DE PERTE

Le géant Honda est obligé de changer sa stratégie électrique

Honda faisait partie des constructeurs japonais les plus ambitieux sur l'électrique. Le groupe avait même fixé un cap : tourner définitivement la page des moteurs thermiques d'ici 2040. Mais début 2026, le discours a changé. Après quatre trimestres consécutifs dans le rouge sur son activité électrique et près de 4,5 milliards de dollars de pertes liées aux véhicules à batterie, le constructeur annonce une révision « fondamentale » de sa stratégie. Les chiffres sont accablants. Sur les neuf premiers mois de son exercice fiscal clos fin décembre 2025, Honda a enregistré 267,1 milliards de yens de dépréciations et charges exceptionnelles liées à ses investissements dans l'électrique, soit environ 1,71 milliard de dollars. Le troisième trimestre à lui seul a ajouté 43,4 milliards de yens supplémentaires aux pertes déjà enregistrées, portant le total à près de 1,5 milliards de dollars sur six mois.

Les pertes colossales de Honda sur l'électrique se sont aggravées de trimestre en trimestre

Sur les trois premiers trimestres de l'exercice, les pertes opérationnelles liées à l'électrique atteignent plus d'un milliard de dollars, et pour l'exercice complet qui se clôturera fin mars 2026, Honda prévoit désormais près de 4,48 milliards de dollars et ce sans même compter les près de 2 milliards de dollars liés aux droits de douane américains ! Conséquence directe : le bénéfice opérationnel consolidé du troisième trimestre a

chuté de 61 %. Noriya Kaihara, vice-président exécutif du groupe, a reconnu la gravité de la situation en évoquant la nécessité d'une « révision fondamentale » pour reconstruire la compétitivité de Honda. Les ventes mondiales de voitures électriques ont d'ailleurs été divisées par deux au dernier trimestre, passant de 30 000 à 15 000 unités. Dans le même temps, Toyota doublait les siennes pour atteindre 63 000 véhicules électriques vendus.

Le pari américain qui tourne court

Une partie du revers s'explique par l'aventure américaine avec General Motors. Le Honda Prologue et l'Acura ZDX, deux SUV électriques développés sur la plateforme Ultium de GM, devaient permettre à Honda d'accélérer rapidement sur le marché nord-américain. Les résultats ont été très loin des attentes. Les ventes du Prologue ont chuté de 86 % au dernier trimestre, avec seulement 2 641 unités écoulées ce qui est toutefois logique compte tenu de la fin des subventions. Mais l'Acura ZDX, lui, a été stoppé après un seul exercice, avec seulement 19 411 exemplaires vendus au total. Honda a réduit fortement ses commandes auprès de GM, ce qui l'oblige désormais à indemniser son partenaire pour les capacités de production inutilisées. Le Prologue, assemblé au Mexique, a nécessité en janvier plus de 17 000 dollars d'incitations commerciales par véhicule pour être écoulé. À titre de comparaison, le CR-V hybride, pourtant très demandé, n'a bénéficié que d'environ 2 500 dollars d'in-



citations. En outre, le constructeur reconnaît également ne pas avoir suffisamment travaillé le canal des flottes, un levier devenu essentiel pour écouler des volumes électriques.

Des ambitions divisées par trois

Face à ces résultats, Honda a décidé de réduire drastiquement la voilure. L'objectif initial de produire 2 millions de véhicules électriques par an en 2030 est désormais ramené à une fourchette de 700 000 à 750 000 unités. Plusieurs projets de SUV électriques sont abandonnés ou reportés. Le contexte politique américain a joué un rôle déterminant. Le changement d'administration a entraîné la suppression des crédits d'impôt fédéraux pour les véhicules électriques, un assouplissement des normes environnementales et l'introduction de nouvelles taxes douanières. Autant d'éléments qui ont re-

froidi la demande et complexifié les équations financières.

Retour aux fondamentaux : l'hybride comme priorité

Plutôt que d'insister coûte que coûte sur le 100 % électrique, Honda revient vers sa spécialité historique : l'hybride. Le groupe vise désormais 2,2 millions de ventes d'hybrides par an d'ici 2030. Une nouvelle génération de technologies hybrides est prévue pour 2027, intégrant également des systèmes d'aide à la conduite de nouvelle génération. Au dernier trimestre, Honda a vendu 230 000 hybrides dans le monde, un volume stable. Mais ses ventes automobiles globales ont reculé de 15 %, à 881 000 unités. L'Amérique du Nord, premier marché du groupe, affiche une baisse de 18 % avec 355 000 véhicules vendus. Le Japon recule de 4,4 % à 152 000 unités.

L'Europe, plus marginale pour Honda, progresse légèrement avec 18 000 véhicules vendus, soit 1 000 de plus qu'un an auparavant. Malgré tout, Honda n'abandonne pas complètement l'électrique. La plateforme maison « 0 Series » reste d'actualité, avec un SUV électrique Honda et la berline 0 Series Saloon prévus pour 2026, suivis du crossover Acura RSX électrique fin 2025. Mais le calendrier et les volumes seront ajustés, et une nouvelle feuille de route électrique doit être dévoilée après le 1^{er} avril 2026.

Toute une industrie aux abois

L'échec de Honda n'est de toute façon pas isolé. Comme Ford, qui a aussi dû restructurer son programme électrique à coups de milliards de charges, ou Toyota qui accélère sur l'hybride tout en maintenant une approche prudente sur le pur électrique, le géant japonais mesure à ses dépens la difficulté de miser gros sur un marché électrique qui patine. En Chine, où les voitures électriques représentent déjà plus de 40% des ventes, Honda peine à s'imposer face à des géants locaux comme BYD. Aux États-Unis, la suppression des incitations fiscales et les tarifs douaniers ont refroidi la demande, tandis qu'en Europe, la concurrence chinoise et la fin progressive des aides pèsent sur la rentabilité.

Honda, qui était le seul constructeur japonais à avoir fixé une date de fin des moteurs thermiques (2040), semble désormais rejoindre le camp des pragmatiques.

Mots fléchés

Nettement		Simon, ils de Jonas		Courant		Grappin		Passif		Feux de braises		Cercueils
Volupté								Tranquille				Argent
										Radio-télévision italienne		
										Semblable		
Territoire arabe		Échassier qui peut-être chauve ou sacré		Nids d'aigle		Maison anglaise						
						Cérémonials						Préamplificateur
						Partie de l'arbre						
Ivresse								Gratin				
Fléchir								Prénom féminin espagnol				
					Tantale		Fromage corse		Succédané	Trompé		
Libre service			Surpris							Petite route		Virtuose
Cérium			Mer fermée									
		Renoncements		Conducteur d'animaux						Fils de Noël		
				Condition						Bison d'Europe		
Dieu de la guerre					Opulent						Petit cours d'eau	
Arrogance					Boisson exquise							
						Organisation sportive		Surface agricole				Piédestaux
Grand fleuve				Audition							Silicium	
Amérindien				Cité légendaire							Unir	
			À cet endroit				Chrome	Coiffure rigide		Granit		
										Le pays du matin calme		
Mesure précise	Traces profondes		Réserve									
			Greffe							Cela		
				Créations		Refixé Le père était réalisateur, le fils était chanteur						
Harmonie		Septentrional					Vaisseaux sanguins		Néant			
									Mesurer du bois			
					Averties							C'était une langue paléo-hispanique
					Trône							
Grand froid		Prisse						Fleuve espagnol				Retranchés
		Distance chinoise										
			Inspection							Personnage biblique	Fleuve russe	
Vient de rire			Organe vital								Situé chez le notaire	
Pan de tissu			Coups de baguettes sur un tambour					Demeure				
		Domine						Bac à vaisselles				
Cessation d'activités						Qui est tendu nerveusement						

PÉTROLE

Le Brent à 67,67 le baril

Les prix du pétrole étaient quasiment stables vendredi, dans un marché jugeant encore le risque réel des évolutions géopolitiques et leurs répercussions sur l'offre mondiale. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,22% à 67,67 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars grappillait 0,19% à 62,96 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Samedi 14 février 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

DIPLOMATIE

Tebboune donne des instructions pour un retour immédiat à Niamey de l'ambassadeur d'Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions pour le retour, avec effet immédiat, à Niamey de l'ambassadeur d'Algérie accrédité auprès de la République sœur du Niger, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "Monsieur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions pour le retour, avec effet immédiat, à Niamey de l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire accrédité auprès de la République sœur du Niger", précise la même source. Cette décision intervient après le retour en Algérie et la reprise de fonctions, ce jour, le 12 février 2026, de l'ambassadeur de la République du Niger accrédité en Algérie. Elle témoigne aussi de la haute importance qu'accorde Monsieur le président de la République au renforcement des relations de fraternité, de coopération et de bon voisinage avec le Niger", note le communiqué. Cette mesure "favorisera assurément la relance de la tradition de dialogue politique bilatéral au plus haut niveau, la reprise de la coopération multiforme initiée entre les deux pays frères et la concrétisation de projets stratégiques au bénéfice de l'intégration régionale et continentale", ajoute la même source.

Le président de la République met fin aux fonctions du wali de Tiaret

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, jeudi, aux fonctions du wali de Tiaret, M. Saïd Khalil, et chargé le Secrétaire général de la wilaya, M. Rabah Mourad Yeza, de gérer les affaires de la wilaya, indique un communiqué de la Présidence de la République. "En application des dispositions de la Constitution, notamment son article 92, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, ce jour, aux fonctions de M. Saïd Khalil, en qualité de wali de Tiaret, et chargé M. Rabah Mourad Yeza, Secrétaire général de la wilaya, de gérer les affaires de la wilaya", lit-on dans le communiqué.

35E FORUM DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DU MAEP

L'Algérie œuvre au renforcement du multilatéralisme africain

Synthèse Z R.

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier à Addis-Abeba (Éthiopie), les travaux du 35e Forum des chefs d'État et de Gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). Lors de l'ouverture des travaux de cette session, le Premier ministre a remis, au nom du président en exercice du Forum, M. Abdelmadjid Tebboune, la présidence tournante à la représentante de M. Yoweri Kaguta Museveni, président de la République d'Ouganda, Mme Jessica Rose Epel Alupo, vice-présidente. Dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, le président de la République a exprimé sa « profonde gratitude pour la confiance placée en l'Algérie tout au long de ces deux dernières années de son mandat à la tête du Forum ». « Ce fut pour nous un immense honneur de servir notre continent en dirigeant les travaux du Forum et en contribuant au renforcement de la gouvernance et du développement dans les pays du continent », a-t-il dit, réaffirmant l'engagement total de l'Algérie à accompagner l'Ouganda durant sa présidence et à œuvrer, aux côtés du Forum, pour renforcer la coopération et l'action collective, soutenir les processus d'évaluation par les pairs, en tant qu'outil stratégique de bonne gouvernance, et consolider les mécanismes africains au service de l'Agenda 2063. En effet, cette tradition de coopération fraternelle, dira-t-il, continuera d'enrichir et de soutenir l'action du Forum sous la présidence ougandaise. Le président de la République a, à cette occasion, souhaité plein succès au président ougandais dans l'accomplissement de cette noble mission, réaffirmant « l'engagement indéfectible de l'Algérie à contribuer au succès de ce Mécanisme africain ».

Dans son discours, le chef de l'État a souligné que l'Algérie œuvre pour renforcer le multilatéralisme africain et la coopération intergouvernementale, dans la lignée de sa tradition diplomatique visant à favoriser des solutions africaines aux défis du continent. En effet, le bilan de la présidence algérienne du MAEP est marqué par plusieurs réalisations importantes, dont notamment : « Premièrement, l'adoption et la mise en œuvre du Plan stratégique du MAEP pour la période 2025-2028, fondé sur les principes de professionnalisme, de performance et d'intégrité, contribuant, ainsi, à renforcer le cadre stratégique du Mécanisme et l'efficacité de son mandat, en droite ligne avec les orientations de l'Agenda 2063. Deuxièmement, le renforcement des mécanismes d'évaluation de la gouvernance à travers la réalisation d'évaluations nationales et ciblées, favorisant l'amélioration des politiques publiques et le partage des bonnes pratiques entre les États membres. À ce titre, la Sierra Leone, le Togo, le Ghana, Sao Tomé-et-Principe et le Zimbabwe présenteront leurs rapports sur l'état de la gouvernance dans différents secteurs. De même, le Mozambique, Djibouti, le Nigeria et la Namibie exposeront leurs rapports d'étape sur la mise en œuvre de leurs programmes d'action nationaux dans le cadre du MAEP. Troisièmement, l'intégration de la e-gouvernance comme thème central du MAEP, représentant une étape cruciale vers la modernisation des administrations publiques africaines et l'adaptation des systèmes de gouvernance aux évolutions technologiques. Quatrièmement, la promotion de la contribution du Mécanisme à la prévention des conflits, notamment à travers le dialogue institutionnel avec le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine et l'action liée au cadre du Système continental d'alerte précoce, renforçant ainsi le lien entre gouvernance, stabilité et

paix durable. Cinquièmement, la réalisation de progrès significatifs dans la mise en œuvre de l'initiative de création de l'Agence africaine de notation de crédit (AfCRA), une initiative stratégique visant à renforcer la résilience économique et financière du continent par une approche plus équilibrée tenant compte des réalités africaines », a souligné le chef de l'État. Outre le soutien politique et institutionnel constant à notre Mécanisme, la présidence algérienne a veillé, ajoute le président Tebboune, à apporter un appui financier à travers une contribution volontaire d'un (1) million USD. « Cette contribution traduit notre confiance dans le Mécanisme et dans son rôle pivot dans la promotion de la gouvernance sur notre continent. Cet appui financier apporté au MAEP par mon pays a permis la programmation et la réalisation de trois évaluations nationales, dont deux évaluations ciblées pour Sao Tomé-et-Principe et le Zimbabwe, en plus de la deuxième évaluation de la Sierra Leone », a-t-il précisé. Le président a réaffirmé la conviction de l'Algérie quant à l'importance du MAEP comme instrument d'auto-évaluation, de dialogue constructif et de responsabilité partagée, tout en respectant la souveraineté des États membres. À l'issue de cette session, l'Algérie passera officiellement la présidence du Forum au président ougandais Yoweri Kaguta Museveni, dans la pleine confiance que la nouvelle présidence continuera à renforcer les acquis réalisés. Le président Tebboune a conclu en réaffirmant l'engagement de l'Algérie à poursuivre sa contribution aux efforts du MAEP, aux côtés de ses partenaires, pour promouvoir la gouvernance, le développement et la prospérité en Afrique. « L'Algérie demeure pleinement disposée à partager son expérience et ses acquis avec l'Ouganda, pour assurer la pérennité du MAEP et de son rôle fondamental au sein de l'Union africaine », a-t-il conclu.

LES EXPLOSIONS NUCLÉAIRES DE REGGANE

Une preuve irréfutable de la barbarie du colonisateur français contre l'humanité

Le professeur d'histoire Mohamed Belhadj, de l'Université d'Oran 1 « Ahmed Ben Bella », a affirmé que les explosions nucléaires de Reggane (au sud de la wilaya d'Adrar), survenues le 13 février 1960, constituent une preuve irréfutable de la barbarie et de la brutalité du colonisateur français contre l'humanité. Dans une déclaration à l'APS, le professeur Belhadj a souligné que « ces explosions nucléaires menées dans la région de Reggane représentent une honte indélébile et un crime d'Etat pleinement

constitué commis par la France coloniale à l'encontre du peuple algérien sans défense », précisant que « les essais nucléaires ayant visé la région du Touat étaient prémédités, alors même que les Français étaient engagés dans des négociations avec les représentants de la Révolution algérienne en vue de l'indépendance ». Il a ajouté que « le colonisateur français savait qu'il était dans sa dernière phase, ce qui l'a conduit à procéder à ces explosions afin d'entrer dans le club mondial des puissances nucléaires et de devenir

détenteur de cette arme destructrice aux dépens de l'Algérie ». Le professeur Belhadj a également expliqué que « l'instrument du crime existe, puisque les victimes de ces radiations nucléaires sont toujours en vie et portent les stigmates de ce crime odieux ainsi que les conséquences dévastatrices sur l'être humain et son environnement ». Il a rappelé que « ces explosions nucléaires dans le sud algérien sont à l'origine de l'apparition de maladies graves, notamment différents types de cancers,

ainsi que de malformations congénitales chez les nouveau-nés et de maladies oculaires, en plus d'autres affections chroniques dues aux émissions radioactives, qui n'ont épargné ni l'être humain ni le couvert végétal de la région ». Enfin, le professeur Mohamed Belhadj a indiqué que « la position de l'Algérie est ferme et irrévocable : elle exige la reconnaissance par la France de ces crimes qui ne se prescrivent pas avec le temps et dont les effets continuent de peser sur la région de Reggane jusqu'à ce jour ».

APS